

INDEX ANALYTIQUE

-A-

Acadien

Voir Nouveau-Brunswick ; Nouvelle-Écosse

Accès aux professions, 865-871

Accès aux tribunaux

Voir Bilinguisme judiciaire ; Langue des plaidoiries et pièces de procédure devant les tribunaux ; Recours judiciaire

Accommodement des minorités

Voir Fondements normatifs

Accord de revendication globale

Voir Langues autochtones ; Peuples autochtones

Acte de procédure

Voir Langue des plaidoiries et pièces de procédure devant les tribunaux

Action judiciaire

Voir Recours judiciaire

Activités corporatives et financières, 855-858

Administration de la justice

Voir Bilinguisme judiciaire ; Langue des plaidoiries et pièces de procédure devant les tribunaux

Administration publique

Voir Langues autochtones ; Prestation de services publics

Administration scolaire

Voir Instruction dans la langue de la minorité ; Langues autochtones ; Secteur privé

Adoption, impression et publication des textes

Archives, procès-verbaux et journaux, 232, 233, 243, 249, 253, 945

Avis, annonces et autres pièces à caractère officiel, 244

Lois et règlements, 44, 45, 132, 193, 200-204, 228, 231, 243, 249, 252, 254, 259, 261, 280, 287, 623, 625, 649, 650, 945, 962, 963, 1058

- Adoption d’une loi suivie du dépôt d’une traduction, 201
 - *Charte de la langue française*, 202
 - Droit de connaître les règles de droit applicables, 200
 - Étapes dans la discussion d’un projet de loi d’intérêt public, 202
 - Processus d’adoption des lois, 201-204
 - Réalités de la situation, 204
 - Rédaction tardive d’un texte dans l’autre langue, 203, 204
 - Sens du mot « archives », 203
 - Versions non officielles des lois sur les sites Web, 204
- Règles de procédure des tribunaux, 231
- Affaires municipales**
Voir Municipalités ; Services municipaux
- Affichage commercial**
 Compétence provinciale, 825
 Liberté d’expression, 127, 128, 54, 794, 797-812, 814, 1086, 1140, 1141
- Arrêtés municipaux, 806-812
 - Législateur québécois, 797-805
- Mesures provinciales ou municipales applicables aux entreprises fédérales, 827
- Nunavut, 959, 960
- Pouvoirs législatifs d’ordre général conférés aux municipalités, 604
- Règles applicables, 827
- Voir aussi Secteur privé*
- Affichage public**
 Distinction fondée sur la langue, 128, 1085
 Lettrage sur les véhicules transportant des passagers ou des marchandises, 853
 Nunavut, 957-960, 1090
 Santé et sécurité publiques, 587, 588
 Versions non officielles des lois, 204
- Voir aussi Prestation de services publics*
- Air Canada**
 Prestation de services publics
- Conditions de travail prévues dans une convention collective, 553
 - Obligations linguistiques, 495, 496, 551-553
- Alberta**
 Bilinguisme judiciaire, 435-442
- Contexte historique, 435-440

- Dispositions législatives, 441, 442
- Instruction dans la langue de la minorité, 674, 675, 723, 726, 727, 732, 751, 754, 775, 777, 778
 - Années d’efforts militants et de démarche, 775
 - Autorité régionale, 778
 - Catégories de parents admissibles, 778
 - Confessionnalité, 778
 - Droit de gestion et de contrôle, 778
 - Enfants de parents non admissibles, 778
 - Instruction bilingue, 775
 - Principes de la gouvernance éducationnelle francophone, 778
 - Régions d’enseignement et d’autorités régionales francophones, 777, 778
 - Taux de demande de l’exercice des droits, 778
- Langues autochtones, 971, 972
 - Éducation, 971, 972
- Législation, 45, 257-265, 435-442, 777, 1018
- Prestation de services publics, 623-628
 - Contexte constitutionnel, 623-625
 - Ententes et lois, 626-628
- Rappel historique, 41-49, 435-440
 - Bilinguisme judiciaire, 435-440
- Arbitrage**, 871-874
- Archives, procès-verbaux et journaux**, 197-200, 232-237, 243, 249, 253, 945, 962
- Compte rendu officiel des délibérations de la Chambre, 198, 199
- Droit de participation à la vie parlementaire et législative, 200
- Emploi simultané des deux langues, 199, 233
- Exclusion des décrets, 199
- Nouveau-Brunswick, 232-237
- Procès-verbaux et archives des comités parlementaires, 200
- Sens des mots « journaux » et « archives », 197, 198
- Sens du mot « *hansard* », 198, 199
- Sens du mot « lois », 233
- Versions des lois, 232, 233
- Article premier de la Charte**
- Droit de travailler dans sa langue, 879, 881
- Instruction dans la langue de la minorité, 697, 748-752
 - Caractère unique et place privilégiée de l’article 23 de la *Charte*, 751
 - Dénégation ou limitation d’exercice d’un droit, 748
 - Libellé de l’article premier, 748
 - Limites internes d’un droit ou d’une liberté, 751, 752
 - Questions soulevées, 749

- Rôle principal, 750
- Schéma d'analyse, 748-750
- Liberté d'expression et affichage commercial, 798-800, 804, 806, 808, 809, 812
- Prestation de services publics
 - Dépenses prohibitives et inconvénients administratifs, 525-527
- Assemblée des Premières Nations**
Voir Langues autochtones ; Peuples autochtones
- Assimilation des minorités**
Voir Fondements normatifs ; Reconnaissance étatique des droits linguistiques
- Atteinte aux droits et libertés**
Voir Droit international ; Droits fondamentaux ; Recours constitutionnel ; Recours judiciaire
- Autochtones**
Voir Langues autochtones ; Peuples autochtones
- Autonomie des minorités**
Voir Fondements normatifs
- Autonomie gouvernementale autochtone**
Voir Peuples autochtones
- Autorité parentale**
Voir Instruction dans la langue de la minorité
- Avis, annonces et autres pièces à caractère officiel**, 197, 243, 244, 346, 367, 368, 399, 404, 407, 418, 465, 476-480, 548, 562, 577, 578, 580, 606, 607, 620-622, 631, 647, 654, 789, 831, 843, 851, 852, 856, 859, 874-876, 883, 954, 958, 961, 963, 964, 1074, 1090, 1113, 1118-1121, 1127
- B-**
- Bande indienne**
Voir Langues autochtones ; Peuples autochtones
- Bijuridisme**, 185, 267-275, 297, 298
- Bilinguisme de la législation et des décisions judiciaires**
Voir Bilinguisme judiciaire ; Bilinguisme législatif
- Bilinguisme judiciaire**
Activités concernées, 306
Communication avec les tribunaux, 332, 344-346
 - Communications écrites et orales, 346
 - Droits et obligations, 344
 - Libellé de l'article 20 de la Charte, 344

- Tribunaux judiciaires et quasi judiciaires, 345, 346
- Composition du jury
 - Langues autochtones, 427, 428, 925, 946, 965
- Définition, 306
- Droit constitutionnel, 309-350
- Droits à l'égalité, 346-349
 - Affaires mettant en cause l'entrée en vigueur, par étapes, de l'article 42 C.cr., 347
 - Égalité du statut des deux langues officielles (art. 16 de la *Charte*), 347-349
- Interprétation des décisions bilingues, 286-294
- Langue de l'accusé (partie XVII du C.cr.), 369-393
 - Circonstances justifiant l'utilisation des deux langues officielles (par. 530(6) C.cr.), 382-384
 - Compétence fédérale pour légiférer en matière de procédure pénale, 369
 - Contexte historique (partie XIV.1 du C.cr.), 370, 371
 - Droit d'être avisé du droit de choisir sa langue officielle (par. 530(3) C.cr.), 378, 379
 - Droit de l'accusé de subir son procès dans sa propre langue officielle (par. 530(1) C.cr.), 375-378
 - Droits de l'accusé et obligations de l'État à la suite de la délivrance de l'ordonnance prévue à l'article 530 (art. 530.1 C.cr.), 385-390
 - Incorporation de certaines dispositions dans les lois provinciales (procédure applicable aux infractions provinciales), 369
 - Libellé de l'article 530 C.cr., 372, 373
 - Modification de l'ordonnance prescrivant que l'accusé subisse son procès dans sa langue officielle (par. 530(5) C.cr.), 381
 - Nature et portée des droits linguistiques garantis à l'article 530 C.cr., 373-375
 - Pouvoir réglementaire des gouvernements provinciaux, 369
 - Précision (art. 530.1 C.cr.), 385-390
 - Procès bilingue (précision) (art. 530.2 C.cr.), 391, 392
 - Renvoi devant un autre tribunal (art. 531 C.cr.), 392
 - Réserve (art. 532 C.cr.), 392, 393
 - Retard à présenter sa demande du choix de la langue officielle dans le délai imparti (par. 530(4) C.cr.), 380, 381
 - Texte des formulaires (par. 849(3) C.cr.), 393

- Traduction de documents (art. 530.01 C.cr.), 384, 385
- Langue des plaidoiries et pièces de procédure devant les tribunaux, 317-340
 - Critique, 334-336
 - Manitoba (art. 23 de la *Loi de 1870 sur le Manitoba*), 319, 327-330
 - Nouveau-Brunswick (par. 19(2) de la *Charte*), 319, 330-334, 361, 362
 - Nouveau schéma interprétatif (arrêt *Beaulac*), 336-340
 - Procédures devant les tribunaux établis par le Parlement du Canada (art. 19 de la *Charte*), 60, 120, 330-334, 361, 362, 476, 477, 577, 883
 - Usage des langues française et anglaise devant les tribunaux du Canada et du Québec (art. 133 de la *Loi constitutionnelle de 1867*), 317-327
- Langue des services assurés par les tribunaux, 332, 344-346
 - Dénonciation, 345
 - Droits et obligations, 344
 - Libellé de l'article 20 de la *Charte*, 344
 - Services administratifs offerts au public, 346
 - Tribunaux judiciaires et quasi judiciaires, 345, 346
- Législation fédérale, 350-393
 - *Code criminel*, 369-393
 - *Loi sur les langues officielles*, 351-369
- Législation provinciale, 393-445
 - Nouveau-Brunswick, 395-405
 - Ontario, 411-422
 - Provinces de l'Est, 444, 445
 - Provinces de l'Ouest, 433-444
 - Québec, 405-411
 - Territoires du Nord-Ouest, Yukon et Nunavut, 422-433
- Partage des compétences, 309-314
- Peuples autochtones, 349, 350
- Rapport entre le bilinguisme judiciaire et le droit à un procès équitable, 316, 325, 332, 340-344
 - Amalgame des deux droits, 341-343
 - Droit de l'accusé de comprendre la teneur exacte de la dénonciation, 342
 - Droits distincts, 341, 343, 344
 - Garanties juridiques, 340
 - Problématique, 343, 343
 - Recours à l'interprète, 343
 - Sécurité linguistique, 343, 344
- Règles de pratique, 208, 209, 326, 327
- Terminologie, 306

Bilinguisme législatif

Bijuridisme, 185, 267-275, 297, 298

Droit constitutionnel, 186-239

Interprétation des textes de loi bilingues, 276-286

Législation fédérale, 240-242

Législation provinciale et territoriale, 242-265

– Alberta et Saskatchewan, 257-265

– Île-du-Prince-Édouard, 265

– Nouveau-Brunswick, 242-245

– Nouvelle-Écosse, 265

– Ontario, 245-248

– Territoires du Nord-Ouest, Yukon et Nunavut, 248-257

Manitoba (art. 23 de la *Loi de 1870 sur le Manitoba*), 201, 211-213, 219, 221, 222, 224, 227-231

Nature des droits reconnus sur le plan constitutionnel, 189-193

Parlement du Canada et Législature du Nouveau-Brunswick (art. 17 et 18 de la *Charte*), 232-237

Parlement du Canada et Législature du Québec (art. 133 de la *Loi constitutionnelle de 1867*), 193-227

Rappel historique, 186-189

Rédaction des textes législatifs bilingues, 266, 267

Version française des textes constitutionnels (art. 55 de la *Loi constitutionnelle de 1982*), 238, 239

-C-**Canada**

Voir **Gouvernement fédéral ; Législation fédérale ; Parlement du Canada ; Prestation de services publics ; Secteur privé**

Chambres de la législature de Québec

Voir **Québec**

Chambres du parlement du Canada

Voir **Parlement du Canada**

Charte de la ville de Winnipeg

Voir **Manitoba ; Recours administratif**

Charte européenne des langues régionales ou minoritaires

Voir **Droit international**

Citoyenneté

Droits à l'égalité, 99

Instruction dans la langue de la minorité, 678, 679

Code criminel

Voir **Bilinguisme judiciaire**

Colombie-Britannique

Bilinguisme judiciaire, 442-444

- Contexte judiciaire, 442, 443
- Dispositions législatives, 443, 444

Instruction dans la langue de la minorité, 775, 777

- Années d’efforts militants et de démarche, 775
- Catégories de parents admissibles, 777
- Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique (« CSFC-B »), 777
- Droit de gestion et de contrôle, 777
- Enfants d’immigrants, 777
- Enfants de parents admissibles, 777
- Instruction bilingue, 775
- Système de médiation, 777

Langues autochtones, 933-935, 968-971

- Éducation, 933-935, 969-971
- Justice, 969
- Politique provinciale de financement, 969
- Reconnaissance juridique, 968, 969
- Système de négociation des traités, 970, 971

Législation, 442-444, 970

- *First Nations Education Act*, 970

- *First Peoples’ Heritage, Language and Culture Act*, 968

Prestation de services publics, 629

- Victimes d’actes criminels, 969

Secteur privé

- Contrats, commerce, publicité et sites Web, 855
- Langue du travail, 850

Commerce, 851-855

Voir aussi **Affichage commercial ; Secteur privé**

Commissaire aux langues

Voir **Langues officielles ; Recours administratif ; Recours judiciaire**

Commission d’aménagement et de gestion des déchets solides, 568, 569**Commission de la toponymie, 1089, 1116****Commission royale d’enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, 14, 33, 412, 464, 465, 512, 522, 668, 669, 672, 877****Commission scolaire**

Voir **Instruction dans la langue de la minorité ; Langues autochtones ; Secteur privé**

Communautés autochtones

Voir **Langues autochtones ; Peuples autochtones**

- Communautés minoritaires**
Voir **Instruction dans la langue de la minorité ; Protection des minorités ; Sécurité culturelle et linguistique**
- Communications avec le public**
Voir **Langues autochtones ; Langues officielles ; Prestation de services publics**
- Communications avec les institutions fédérales ou avec les institutions du Nouveau-Brunswick**
Voir **Langues autochtones ; Nouveau-Brunswick ; Prestation de services publics**
- Communications avec les tribunaux**
Voir **Bilinguisme judiciaire**
- Compétences constitutionnelles**
Voir **Partage des compétences**
- Composition du jury**
Voir **Bilinguisme judiciaire**
- Compromis politique, 26, 60-62, 64, 70-74, 78, 86, 91, 183, 325, 335, 336, 341, 348, 676, 999, 1000**
- Comptes rendus**
Voir **Archives, procès-verbaux et journaux**
- Concept d'égalité**
Voir **Droits à l'égalité ; Principe d'égalité**
- Conditions de travail**
Loi sur les langues officielles fédérale, 553, 554
Voir aussi **Langues officielles ; Secteur privé**
- Confessionnalité**
Voir **Instruction dans la langue de la minorité**
- Conseil de bande**
Voir **Langues autochtones ; Peuples autochtones**
- Conseil de l'Europe**
Voir **Droit international**
- Conseil scolaire**
Voir **Instruction dans la langue de la minorité ; Langues autochtones ; Secteur privé**
- Conseil supérieur de la langue française, 1089, 1116**
- Continuité d'emploi de la langue d'instruction**
Voir **Instruction dans la langue de la minorité**
- Contrat, 851-855**
Voir aussi **Secteur privé**

- Contrôle judiciaire**
Voir **Recours constitutionnel ; Recours judiciaire**
- Convention internationale**
Voir **Droit international**
- Corédaction**, 185, 266, 267
- Critères d'« offre active », de « demande importante » et de « vocation du bureau »**
Voir **Prestation de services publics**
- D-**
- Débats devant les tribunaux**
Voir **Bilinguisme judiciaire ; Langue des plaidoiries et pièces de procédure devant les tribunaux**
- Débats et travaux parlementaires**
Droit de s'exprimer dans l'une ou l'autre langue officielle, 194, 196
Interprétation simultanée, 132, 194-196, 240, 242, 243, 352, 359, 360, 426, 471
Langues autochtones, 939, 945, 962
Nouveau-Brunswick, 232-237
Pratiques volontaires, 196, 197
Principe d'égalité, 196
- Décision judiciaire**
Voir **Bilinguisme judiciaire**
- Déclaration d'inconstitutionnalité**
Voir **Recours constitutionnel**
- Déclaration d'invalidité**
Voir **Recours constitutionnel**
- Décret-loi**
Voir **Législation déléguée**
- Défense pleine et entière**
Voir **Droit à une défense pleine et entière**
- Délégation**
Voir **Secteur privé**
- Demande importante**
Voir **Prestation de services publics**
- Démocratie**
Voir **Fondements normatifs**
- Dépens**, 1014-1016
- Dépenses prohibitives**, 525-527
- Dignité humaine**
Droit d'accès aux services dans l'une ou l'autre des langues officielles, 460
Droits à l'égalité, 100, 101, 144

- Droits des collectivités de langue officielle, 72
- Droits fondamentaux, 24
- Importance de l'identité collective, 13, 14
- Voir aussi* **Droits fondamentaux**
- Direction des services en français de la ville d'Ottawa**
- Voir* **Recours administratif**
- Discrimination linguistique**
- Voir* **Droits à l'égalité**
- Disjonction**
- Voir* **Recours constitutionnel**
- Disposition constitutionnelle**
- Voir* **Droit constitutionnel**
- Disposition législative**
- Voir* **Bilinguisme législatif ; Langues officielles ; Législation déléguée ; Législation fédérale ; Législation provinciale et territoriale ; de même que sous les provinces et territoires**
- Diversité linguistique**
- Assimilation
- Érosion de la diversité linguistique, 7, 8
 - Liberté et égalité, 6
- Facteur d'hétérogénéité, 18
- Parallèle avec l'importance de la biodiversité dans l'environnement naturel, 8
- Protection des minorités, 19
- Union européenne, 161-167
- Document parlementaire**
- Voir* **Archives, procès-verbaux et journaux**
- Domages-intérêts**, 639, 848, 852, 1030, 1031, 1042-1050, 1080-1083, 1087, 1090, 1093, 1101, 1105, 1145
- Droit à des établissements d'enseignement**
- Voir* **Instruction dans la langue de la minorité**
- Droit à l'autodétermination**, 15-18, 908
- Droit à l'autonomie gouvernementale**
- Voir* **Peuples autochtones**
- Droit à l'égalité**
- Voir* **Droits à l'égalité ; Principe d'égalité**
- Droit à la liberté d'expression**
- Voir* **Liberté d'expression**
- Droit à la non-discrimination**
- Voir* **Droits à l'égalité**
- Droit à la prestation de services publics**
- Voir* **Prestation de services publics**

- Droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne**, 821-823
- Droit à la vie privée**, 152, 156-158
- Voir aussi* **Droit international ; Droits fondamentaux**
- Droit à un procès équitable**
- Droits linguistiques de la personne, 17
- Instruments régionaux de droits humains, 156
- Interprétation de l'article 530 C.cr., 374
- Rapport entre le bilinguisme judiciaire et le droit à un procès équitable, 316, 325, 332, 340-344
- Traduction de certaines preuves, 401
- Voir aussi* **Bilinguisme judiciaire**
- Droit à une défense pleine et entière**, 342, 343, 374, 387
- Droit constitutionnel**
- Bilinguisme judiciaire, 309-350
- Communication avec les tribunaux (art. 20 de la *Charte*), 332, 344-346
 - Droit à un procès équitable, 340-344
 - Droits à l'égalité, 98, 346-349
 - Langue des plaidoiries et pièces de procédure devant les tribunaux, 317-340
 - Langue des services assurés par les tribunaux, 332, 344-346
 - Manitoba (art. 23 de la *Loi de 1870 sur le Manitoba*), 327-330
 - Contexte historique, 327, 328
 - Teneur de l'article 23, 328-330
 - Parlement du Canada et Législature du Québec (art. 133 de la *Loi constitutionnelle de 1867*), 34, 98, 317-327
 - Contexte historique, 317-319
 - Teneur de l'article 133, 319-327
 - Partage des compétences, 309-314
 - Peuples autochtones, 349, 350
- Bilinguisme législatif, 186-239
- Manitoba (art. 23 de la *Loi de 1870 sur le Manitoba*), 201, 211-213, 219, 221, 222, 224, 227-231
 - Adoption, impression et publication des lois, 201
 - Contexte historique et législatif, 227-229
 - Crise linguistique et mise en cause du régime manitobain, 229-231
 - Incorporation par renvoi, 219, 221, 222, 224

- Législation déléguée, 211-213
 - Situation à l'heure actuelle, 231
 - Nature des droits reconnus, 189-193
 - Amendement des dispositions constitutionnelles, 191, 192
 - Droits collectifs, 190, 191
 - Objet de l'article 133 de la *Loi constitutionnelle de 1867*, 190
 - Protection des minorités, 191
 - Renforcement des garanties linguistiques, 192, 193
 - Secteurs particuliers, 189
 - Parlement du Canada et Législature du Nouveau-Brunswick (art. 17 et 18 de la *Charte*), 232-237
 - Parlement du Canada et Législature du Québec (art. 133 de la *Loi constitutionnelle de 1867*), 193-227
 - Adoption, impression et publication des lois, 200-204
 - Archives, procès-verbaux et journaux, 197-200
 - Débats et travaux parlementaires, 194-197
 - Égalité des versions française et anglaise des lois, 224-227
 - Incorporation par renvoi, 218-224
 - Interprétation large et téléologique de l'article 133, 194, 197
 - Législation déléguée, 205-218
 - Résumé des droits et obligations, 193
 - Rappel historique, 186-189
 - Version française des textes constitutionnels (art. 55 de la *Loi constitutionnelle de 1982*), 238, 239
- Langues autochtones, 902-919
- Droits à l'égalité, 910-913
 - Droits des peuples autochtones du Canada, 914-919
 - Incidence de l'article 22 de la *Charte* sur les droits linguistiques des Autochtones, 908, 909
 - Liberté d'expression (alinéa 2b) de la *Charte*), 909, 910
 - *Loi constitutionnelle de 1867*, 902-908
 - *Loi constitutionnelle de 1982*, 908-919
 - Maintien des droits et libertés des Autochtones (art. 25 de la *Charte*), 913, 914
- Langues officielles, 28
- Protection des minorités, 191, 593, 607-610, 646, 653, 839, 842, 918, 919, 997, 1046, 1053, 1062, 1066-1073
- Révision judiciaire, 28, 29

- Rôle interprétatif des tribunaux, 28, 29
- Secteur privé, 796-845
- Voir aussi* **Droits à l'égalité ; Droits fondamentaux ; Instruction dans la langue de la minorité ; Partage des compétences ; Prestation de services publics ; Recours constitutionnel ; Secteur privé**
- Droit d'accès aux services publics**
- Voir* **Prestation de services publics ; Secteur privé**
- Droit d'être servi dans la langue officielle de son choix**
- Voir* **Prestation de services publics**
- Droit de communiquer et de recevoir des services publics**
- Voir* **Prestation de services publics**
- Droit de gestion et de contrôle**
- Voir* **Instruction dans la langue de la minorité**
- Droit de s'exprimer devant les tribunaux dans la langue de son choix**
- Voir* **Langue des plaidoiries et pièces de procédure devant les tribunaux**
- Droit du travail**
- Voir* **Langue du travail ; Secteur privé**
- Droit international**, 151-177
- Arbitrage
- Loi type de la Commission des Nations Unies sur le droit commercial international pour régir les arbitrages internationaux, 872
- Conseil de l'Europe, 167-174
- *Charte européenne des langues régionales ou minoritaires*, 170-174
 - Comités d'expert, 168, 169
 - Compétence, 168
 - Convention-cadre, 170
 - Mécanisme de suivi, 168, 169
 - Normes linguistiques, 168
 - Organe responsable pour la rédaction de la *Convention européenne des droits de l'homme*, 168
 - Organisation internationale, 167
 - Rapports d'évaluation, 169
 - Travaux thématiques, 169
- Convention relative aux droits de l'enfant (« CDE »)*, 155
- Démarches théoriques, 152
- Devoir des États de prendre des mesures positives, 154, 160, 175, 177
- Diversité culturelle
- *Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles*, 8, 167

- Exécution judiciaire, 151
- Force normative et morale, 151, 176, 177
- Instruments internationaux concernant les minorités, 159-161
- Approche nouvelle et constructive, 160
 - Clauses échappatoires, 160, 161
 - *Convention (n° 169) concernant les peuples indigènes et tribaux vivant dans des pays indépendants*, 159, 161
 - *Déclaration des droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques*, 160, 161
 - Haut Commissaire pour les minorités nationales, 160
 - Instruction dans la langue de la minorité, 160, 161
 - Limites pratiques, 161
 - Mesures positives de protection des minorités, 160
 - Peuples autochtones, 161
 - Portée et force limitées, 175
 - Rappel historique, 159
- Instruments régionaux concernant les droits humains, 155-159
- *Charte africaine des droits de l'homme et des peuples*, 155
 - Clauses non contraignantes, 156, 159
- Communications avec le public, 158
 - *Convention américaine relative aux droits de l'homme*, 155, 156
 - *Convention européenne des droits de l'homme*, 155-159
 - Documents d'identité, 158
 - Droit à la vie privée, 156-158
 - Droit à un procès équitable, 156
 - Droit à une traduction au criminel, 158
 - Droit des prisonniers d'entretenir des correspondances dans leur propre langue, 156, 157
 - Instruction dans la langue de la minorité, 157, 159
 - Interdictions de discrimination, 155, 156
 - Langues officielles, 158
 - Liberté d'expression, 156, 157
 - Protection passive ou préventive des minorités, 156
 - Usage de la langue kurde, 157
- Interprétation des lois
- Approche contextuelle, 151
- Pacte International relatif aux droits civils et politiques (« PIRDCP »)*, 153-155
- Adoption et entrée en vigueur, 153

- Affichage commercial extérieur, 154
 - Droits individuels, 153, 154
 - Libellé de l'article 27, 153
 - Liberté d'expression, 154, 155
 - Motif de distinction illicite, 154
 - Obligations des États relatives aux minorités linguistiques, 154
 - Observation du Comité des droits de l'homme, 154
 - Prévisions, 154
 - Protection des minorités, 153-155
 - Titulaires des droits, 153
- Peuples autochtones, 898, 907
- Présomption de conformité des lois avec les obligations internationales du Canada, 151
- Principe d'égalité, 96
- Situation complexe, 151, 152, 177
- Union européenne, 161-167
- *Charte des Droits fondamentaux de l'Union européenne*, 163
 - *Convention de la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles*, 167
 - Documents d'identité, 164
 - Droits de libre circulation et de séjour, 164-167
 - Interdictions de discrimination, 163
- Langue de procédure devant la Cour de justice, 162
 - Nombre de langues officielles et de travail, 161
 - Obligations non rigoureuses imposées à l'Union européenne ou à ses États membres, 163-165, 175
 - *Règlement de procédure de la Cour de justice des Communautés européennes*, 161
 - Respect de la diversité culturelle du continent, 162-164, 167
 - Restrictions aux libertés fondamentales, 165-167
 - Statut de langue officielle, 161, 162
 - *Traité sur l'Union européenne (« TUE »)*, 162
 - *Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (« TFUE »)*, 162
- Voir aussi* **Recours international**
- Droits à l'égalité**, 92, 93, 96, 812-819, 910-913
- Bilinguisme judiciaire, 346-349
- Démarche à suivre, 99-103
- Examen de facteurs contextuels précis, 100-103
- Dignité humaine, 100, 101
- Discrimination directe, 99, 114
- Discrimination indirecte, 99, 103, 111, 112
- Discrimination systémique, 100, 119

- Disposition de dérogation (art. 33 de la *Charte*), 105
- Distinction discriminatoire par l'objet ou par l'effet, 100
- Distinction irrationnelle, 106
- Droit d'employer les langues officielles, 107, 108
- Droit de témoigner dans la langue officielle de son choix, 358, 361
- Droit général à l'égalité, 106
- Droits collectifs, 101, 102
- Droits individuels, 96, 101, 102
- Égalité réelle des langues, 102-104, 144, 913
 - Arrêt *Desrochers*, 84, 85, 104
- Fusion municipale
 - Discrimination indirecte en raison de la langue, 103, 110-112
- Instruction dans la langue de la minorité, 109
- Intégration et accommodement, 10, 11
- Langue comme motif analogue de discrimination, 103, 105-115, 144, 911, 912
- Langues autochtones, 910-913
- Mesures gouvernementales destinées à améliorer la situation d'individus ou de groupes défavorisés, 107, 110, 146
- Motifs analogues de discrimination, 99, 100, 130
 - Exclusion du « lieu de résidence », 99, 130
- Motifs prohibés de discrimination, 99, 100
 - Exclusion de la « langue » comme motif énuméré, 92, 106-108, 910
- Prestation de soins de santé, 112, 113, 912
- Secteur privé, 812-819
- Voir aussi Principe d'égalité*
- Droits à l'instruction**
- Voir Instruction dans la langue de la minorité ; Langues autochtones ; Secteur privé*
- Droits ancestraux**
- Voir Langues autochtones ; Peuples autochtones*
- Droits de l'enfant**
- Voir Droit international ; Droits fondamentaux*
- Droits de la personne**
- Voir Droit international ; Droits fondamentaux*
- Droits de libre circulation et de séjour**
- Voir Droit international ; Droits fondamentaux*
- Droits des peuples autochtones**
- Voir Langues autochtones ; Peuples autochtones*

- Droits et libertés**
Voir **Droit international ; Droits fondamentaux**
- Droits fondamentaux**
 Droits civils et politiques, 24, 25
 Droits linguistiques de la personne, 10-13, 17, 23-27, 96, 480, 997
 Instruction dans la langue de la minorité, 25, 26, 675
 Notion évolutive, 26
 Peuples autochtones, 913, 914
 Prestation de services publics, 25
 Protection des minorités, 26
 Secteur privé, 797-824
 Valeur universelle, 24
Voir aussi **Droits à l'égalité ; Liberté d'expression**
- Droits fondés sur l'appartenance à un groupe**, 15-18
 Absence de préséance des intérêts communautaires sur les intérêts individuels, 16
 Catégories de groupes
 - Groupes sociaux marginalisés, 16
 - Minorités ethniques, 15
 - Minorités nationales, 15-17
 Critères justifiant la protection d'un nombre limité de langues, 16, 17
 Droit à l'autodétermination, 15-18
- Régime linguistique canadien, 16, 17
- Droits humains**
Voir **Droit international ; Droits fondamentaux**
- Droits issus des traités**
Voir **Langues autochtones ; Peuples autochtones**
- Droits linguistiques autochtones**
Voir **Langues autochtones ; Peuples autochtones**
- Droits scolaires**
Voir **Instruction dans la langue de la minorité ; Langues autochtones ; Secteur privé**
- E-
- École**
Voir **Instruction dans la langue de la minorité ; Langues autochtones ; Secteur privé**
- Éducation**
Voir **Instruction dans la langue de la minorité ; Langues autochtones ; Secteur privé**
- Égalité**
Voir **Droits à l'égalité ; Principe d'égalité**

- Égalité d'accès aux tribunaux**
Voir Langue des plaidoiries et pièces de procédure devant les tribunaux
- Égalité du statut des deux langues officielles**
Voir Langues officielles ; Prestation de services publics ; Principe d'égalité
- Emballage et étiquetage des produits de consommation, 858-861**
- Emploi dans la fonction publique**
Voir Fonction publique
- Enseigne commerciale**
Voir Affichage commercial
- Enseigne publique**
Voir Affichage public
- Enseignement**
Voir Instruction dans la langue de la minorité ; Langues autochtones ; Secteur privé
- Entente d'autonomie gouvernementale**
Voir Peuples autochtones
- Entente sur les revendications globales**
Voir Langues autochtones ; Peuples autochtones
- Entreprise privée**
Voir Secteur privé
- Établissement d'enseignement**
Voir Instruction dans la langue de la minorité ; Langues autochtones ; Secteur privé
- Étiquetage des produits de consommation**
Voir Emballage et étiquetage des produits de consommation
- Exclusion de la preuve**
Voir Recours constitutionnel
- Exemption constitutionnelle**
Voir Recours constitutionnel
- Exigence constitutionnelle**
Voir Droit constitutionnel
- F-
- Familles linguistiques autochtones**
Voir Langues autochtones
- Financement destiné à l'éducation en langues autochtones**
Voir Langues autochtones
- Fonction publique**
Langue du travail, 876-886
– Nunavut, 961, 962
Voir aussi Prestation de services publics

Fondements normatifs, 5-18

Assimilation

- Accès à la vie politique et démocratique, 5, 7, 9
- Conflit linguistique, 9, 10
- Effets pervers, 7, 8
- Émancipation individuelle, 7
- Érosion de la diversité linguistique, 7, 8
- Hégémonie du groupe ethnique dominant, 9, 10
- Liberté et égalité, 6, 7, 9
- Mobilité sociale et économique, 6, 7

Autonomie

- Identité collective et dignité humaine, 13, 14
- Reconnaissance de la différence, 13, 14, 16

Intégration et accommodement

- Droits linguistiques de la personne, 10-13

Protection et de promotion

- Droits fondés sur l'appartenance à un groupe, 15-18

Unilinguisme, 5-9, 21, 791, 792

Fonds de promotion des langues officielles, 644, 967, 968**Fonds public****Voir Instruction dans la langue de la minorité****Formation technique ou professionnelle****Voir Instruction dans la langue de la minorité****-G-****Garanties linguistiques**

Champ d'application, 27

Disposition de dérogation (art. 33 de la *Charte*), 1020

Interprétation, 484, 500, 1138

Principe d'égalité, 93, 105, 108, 109, 113, 114, 118, 121, 121, 144, 348

Programme d'appui aux droits linguistiques (« PADL »), 1013

Rappel historique, 35

Recours international, 1138, 1139

Voir aussi **Bilinguisme judiciaire ; Bilinguisme législatif ; Débats et travaux parlementaires ; Instruction dans la langue de la minorité ; Langue des plaidoiries et pièces de procédure devant les tribunaux ; Langues officielles ; Prestation de services publics**

Gouvernement fédéral

Langues autochtones, 902-905, 919-937

- Administration publique, 922, 923

- Compétence, 902-905

- Éducation, 925-937

- Justice et législation, 923-925
 - Lois fédérales, 919-921
- Pouvoir de dépenser, 737, 830, 840, 842
- Voir aussi* **Législation fédérale ; Parlement du Canada ; Prestation de services publics ; Secteur privé**
- Gouvernements autochtones**
- Voir* **Langues autochtones ; Peuples autochtones**
- Gouvernements provinciaux et territoriaux**
- Langues autochtones, 902-905, 937-987
- Alberta, 971, 972
 - Colombie-Britannique, 968-971
 - Île-du-Prince-Édouard, 985
 - Manitoba, 973, 974
 - Nouveau-Brunswick, 982, 983
 - Nouvelle-Écosse, 983-985
 - Nunavut, 948-968
 - Ontario, 974, 975
 - Québec, 976-982
 - Saskatchewan, 972, 973
 - Terre-Neuve-et-Labrador, 985-987
 - Territoires du Nord-Ouest, 941-947
 - Yukon, 937-941
- Voir aussi* **Langues autochtones ; de même que sous les provinces et territoires**
- Groupe ethnique dominant**
- Hégémonie, 9, 10
- Groupes autochtones**
- Voir* **Langues autochtones ; Peuples autochtones**
- H-**
- Histoire des droits linguistiques**
- Voir* **Rappel historique**
- Hôpital**
- Prestation de services publics
- Sens du mot « institutions » dans le contexte des articles 16 et 20 de la *Charte*, 497-501
- I-**
- Île-du-Prince-Édouard**
- Instruction dans la langue de la minorité, 719, 729, 743, 744, 756, 758-761
- Commission scolaire de langue française de l'Île-du-Prince-Édouard (« CSLFIPÉ »), 760
 - Compétence exclusive d'un seul conseil scolaire, 757
 - Déclaration d'attestation, 758

- Enfants de parents non admissibles, 758
- Instruction en langue française, 759
- Nombre faible d'enfants, 756
- Ressources supplémentaires, 761
- Seuil minimal, 758, 759
- Langues autochtones, 985
- Loi sur les services en français*, 265, 444
- Prestation de services publics, 611-614
- Recours judiciaire, 1106-1108
- Immersion**
Voir Instruction dans la langue de la minorité
- Impression des textes**
Voir Adoption, impression et publication des textes
- Inconvénient administratif**, 381, 433, 525-527, 600
- Incorporation par renvoi**, 211, 218-224
Arrêt Renvoi relatif aux droits linguistiques au Manitoba (1992), 219, 221, 222, 224
- Critère de la raison légitime, 219, 222, 223
- Définition, 218
- Documents de source externe, 221, 222
- Efficacité juridique et difficultés d'ordre pratique, 224
- Incorporation véritable, 220
- Justification de l'incorporation d'un texte unilingue, 221
- Normes définies par un organisme de normalisation non gouvernemental, 221, 222
- Questions préliminaires, 219, 220
- Textes incorporés, 219
- Textes relevant du droit anglais, 222
- Textes techniques, 223
- Indiens**
Voir Langues autochtones ; Peuples autochtones
- Industrie culturelle**, 861-865
- Industrie faisant l'objet d'une réglementation gouvernementale**
Prestation de services publics
 - Sens du mot « institutions » dans le contexte des articles 16 et 20 de la *Charte*, 496, 497
- Injonction**
Voir Recours constitutionnel
- Institution fédérale**
Voir Prestation de services publics

- Institution judiciaire**
Voir Bilinguisme judiciaire ; Langue des plaidoiries et pièces de procédure devant les tribunaux
- Régions d'enseignement et d'autorités régionales francophones, 777, 778
 - Taux de demande de l'exercice des droits, 778
- Institution paragouvernementale**
Voir Organisme paragouvernemental
- Instruction à domicile**
Voir Instruction dans la langue de la minorité
- Instruction bilingue**
Voir Instruction dans la langue de la minorité
- Instruction dans la langue de la minorité**
 Alberta, 674, 675, 723, 726, 727, 732, 751, 754, 775, 777, 778
- Années d'efforts militants et de démarche, 775
 - Autorité régionale, 778
 - Catégories de parents admissibles, 778
 - Confessionnalité, 778
 - Droit de gestion et de contrôle, 778
 - Enfants de parents non admissibles, 778
 - Instruction bilingue, 775
 - Principes de la gouvernance éducationnelle francophone, 778
- Régions d'enseignement et d'autorités régionales francophones, 777, 778
 - Taux de demande de l'exercice des droits, 778
- Article premier de la *Charte*, 697, 748-752
- Caractère unique et place privilégiée de l'article 23 de la *Charte*, 751
 - Dénégation ou limitation d'exercice d'un droit, 748
 - Libellé de l'article, 748
 - Limites internes d'un droit ou d'une liberté, 751, 752
 - Questions soulevées, 749
 - Rôle principal, 750
 - Schéma d'analyse, 748-750
- Assimilation, 668, 680, 687, 695, 697, 702, 716, 717, 725, 729
- Caractère exceptionnel, 109
- Caractère réparateur, 78, 675, 680, 695, 697, 701, 726, 730, 738, 742, 744, 746, 803
- Catégories de parents admissibles, *voir Titulaires des droits*
- Centre communautaire, 670
- Colombie-Britannique, 775, 777
- Années d'efforts militants et de démarches, 775
 - Catégories de parents admissibles, 777
 - Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique (« CSFC-B »), 777

- Droit de gestion et de contrôle, 777
- Enfants d’immigrants, 777
- Enfants de parents admissibles, 777
- Instruction bilingue, 775
- Système de médiation, 777
- Conditions générales, 678-694
 - Autorité parentale, 679-683
 - Citoyenneté, 678, 679
 - Délimitation géographique, 689-691
 - Écoles privées, 691-694
 - Minorité linguistique, 691
 - Niveaux d’instruction garantis, 687-689
 - Résidence, 684-686
- Confessionnalité, 752-754
 - Droit de gestion et de contrôle, 754
 - Effet sur l’instruction dans la langue de la confessionnalité, 753
 - Limitation d’application de l’article 23 de la *Charte*, 753
 - Protection constitutionnelle (art. 93 de la *Loi constitutionnelle de 1867*), 752
 - Systèmes scolaires distincts, 753
- Continuité d’emploi de la langue d’instruction (par. 23(2) de la *Charte*), 673, 683, 689, 690, 701-706, 771, 773, 776
 - Critère de la « majeure partie », 704
 - Sens des mots « a reçu » ou « reçoit », 703-706
- Critères, 695, 707, 737-754
- Droit à des établissements d’enseignement, 718-721
 - Centre communautaire, 721
 - Droit de regard des parents, 718
 - École locale, 719
 - Établissement distinct, 718, 720
 - Partage d’institutions scolaires, 719
 - Partage de locaux, 720
 - Question accessoire, 721
 - Salle de classe mobile, 702
- Droit à l’instruction, 715-717
 - Avantages de l’instruction homogène, 716
 - Nouvelles technologies, 717
 - Professeurs agréés, 717
 - Programme adapté aux besoins, 715, 717
 - Programme d’enseignement, 715, 716
 - Programme d’immersion, 716, 717
- Droit constitutionnel, 676
- Droit de gestion et de contrôle, 687, 712, 721-733, 754, 765, 777, 780, 784, 1031, 1058
 - Arrêt-clé, 723, 726, 727, 732

- Conditions nécessaires, 723-725
 - Confessionnalité, 754
 - Conseil scolaire indépendant, 722, 726
 - Considérations, 727-729
 - Contestation des décisions des autorités scolaires de la minorité, 730
 - Contrôle judiciaire, 730
 - Contrôle sur divers aspects, 728
 - Critère d'équivalence, 733
 - Degré d'autonomie financière, 731
 - Encadrement du contenu et de la qualité des programmes d'instruction, 729
 - Étendue, 726, 727
 - Langue de la minorité, 728
 - Limite supérieure, 727
 - Mise en œuvre, 731
 - Moyens institutionnels, 732, 733
 - Pouvoir discrétionnaire du gouvernement, 733
 - Pouvoir discrétionnaire du ministre, 729, 730
 - Pouvoir exclusif, 722, 726, 728-730
 - Rappel historique, 722-725
 - Règle de base, 728
 - Représentation proportionnelle au sein d'un conseil scolaire de la majorité, 722, 727, 732
 - Responsabilité, 727
 - Seuil minimal, 733
 - Structures minimales, 731
- Droit individuel et civil, 675, 747
- Droit international
- Instruments internationaux concernant les minorités, 159-161
 - Instruments régionaux concernant les droits humains, 157, 159
- Droit interprovincial, 677
- Droits à l'égalité, 109
- Droits distincts, 714
- Droits fondamentaux, 25, 26, 675
- Droits reconnus, 714-737
- École confessionnelle, *voir Confessionnalité*
- École de la minorité linguistique, 666-670, 696, 707-709, 712, 735, 738, 749, 762, 765, 803, 1072
- École passerelle, 692, 694, 749
- École privée, 691-694, 704, 706, 750
- Établissement postsecondaire, 688, 689
- Formation technique ou professionnelle, 688, 765, 769, 770, 774
- Île-du-Prince-Édouard, 719, 729, 743, 744, 756, 758-761
- Commission scolaire de langue française de l'Île-du-Prince-Édouard (« CSLFIPÉ »), 760

- Compétence exclusive d'un seul conseil scolaire, 757
- Déclaration d'attestation, 758
- Enfants de parents non admissibles, 758
- Instruction en langue française, 759
- Nombre faible d'enfants, 756
- Ressources supplémentaires, 761
- Seuil minimal, 758, 759
- Immersion, 664, 666-668, 681, 682, 687, 699, 700, 702-704, 708, 709, 716, 717, 720, 739, 759, 762, 776, 779, 781
- Importance, 661, 666-670
- Instruction à domicile, 677, 748
- Instruction bilingue, 666, 668, 697, 699, 700, 703, 708, 739, 762, 775
- Instruction des parents, au niveau primaire, en français ou en anglais au Canada (par. 23(1)b de la *Charte*), 689, 698-702, 706
- Intégration et accommodement, 11, 687
- Interprétation, 674-677
 - Application des principes généraux d'interprétation, 676, 677
 - Interprétation fondée sur l'objet, 674-676, 701
 - Interprétation large et libérale, 676, 697, 698
 - Interprétation restrictive, 676, 702
 - Variation selon la dynamique linguistique d'une région, 677
- Justification par le nombre (par. 23(3) de la *Charte*), 514, 515, 518, 673, 689, 690, 715, 718, 719, 727, 737-748, 752, 1033
 - Appréciation des experts, 748
 - Considérations financières, 740, 742-746
 - Considérations pédagogiques, 740, 742, 744, 745
 - Contexte de la situation de fait, 740, 744
 - Contrôle judiciaire, 743
 - Demande connue, 738
 - Demande potentielle, 738-741
 - Interprétation fondée sur l'objet, 740
 - Limites régionales, 746, 747
 - Mécanisme d'appréciation adapté au sujet, 743
 - Modes de calcul du nombre d'enfants, 738
 - Nature et portée, 737
 - Normes et lignes directrices, 743
 - Nouvelles technologies, 746
 - Pouvoir d'appréciation du ministre, 743
 - Recours administratif, 743
 - Seuil minimal, 741-747

- Suffisance du nombre, 737, 745, 747
- Variabilité des facteurs et des statistiques, 740, 741
- Langues officielles
 - Législation fédérale, 667
 - Nouveau-Brunswick, 761
- Législation provinciale
 - Manitoba, 772-774
 - Nouveau-Brunswick, 761-764
 - Obligation d’assurer la mise en œuvre des obligations constitutionnelles, 754, 755
 - Ontario, 770-772
 - Pouvoir d’appréciation des ministres de l’éducation, 755
 - Québec, 764-770
 - Saskatchewan, Alberta et Colombie-Britannique, 775-778
 - Terre-Neuve-et-Labrador, Nouvelle-Écosse et Île-du-Prince-Édouard, 756-761
 - Territoires du Nord-Ouest, Yukon et Nunavut, 778-782
- Libellé de l’article 23 de la *Charte*, 666
- Manitoba, 680, 700, 703, 772-774
 - Cours, programmes et matériels pédagogiques, 773
 - Division scolaire franco-manitobaine (« DSFM »), 773, 774
 - Enfants de parents admissibles, 773, 774
 - Enseignement de l’anglais, 774
 - Formation technique ou professionnelle, 774
 - Langue d’instruction des parents, 773
 - Programme d’accueil, 773
 - Programme de perfectionnement du français, 773
 - Progression de l’enseignement en français, 772
- Nombre d’enfants, *voir Justification par le nombre*
- Nouveau-Brunswick, 689, 691, 761-764
 - Comité consultatif des programmes d’études francophones, 763, 764
 - Comité parental d’appui, 763
 - Conseil d’éducation de district, 763
 - Financement, 763
 - Importance de la mise en œuvre de l’article 23 de la *Charte*, 761
 - Langue « suffisamment » connue, 762
 - Nombre d’enfants inscrits dans les écoles des districts scolaires acadiens, 762

- Programmes et activités scolaires supplémentaires, 763
- Province déclarée constitutionnellement bilingue, 761
- Recensement de la population, 761
- Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil, 763
- Secteurs pédagogiques distincts, 762
- Nouvelle-Écosse, 756-761
 - Compétence exclusive d'un seul conseil scolaire, 757
 - Conseil scolaire acadien provincial (« CSAP »), 758-761
 - Écoles homogènes acadiennes, 761
 - Immigration issue des pays africains ou antillais francophones, 760
 - Instruction en langue française, 759
 - Nombre d'enfants non précisé, 758
 - Nombre faible d'enfants, 756
 - Mode de détermination de l'admissibilité, 757
- Nunavut, 689-691, 779-781
 - Catégories de parents admissibles, 689
 - Commission scolaire francophone, 781
- *Loi sur l'éducation*, 780, 781
- Pétition des parents, 781
- Recours au pouvoir législatif, 780
- Obligations positives des gouvernements, 663, 737, 751
- Observations préliminaires, 666-677
- Ontario, 671, 684, 685, 688, 691, 697, 700, 705, 706, 725, 735, 736, 770-772
 - Comité consultatif, 771, 772
 - Conseils scolaires, 771, 772
 - Enfants de parents admissibles, 771
 - Enfants de parents non admissibles, 772
 - Financement de l'éducation, 770, 772
 - Projets adaptés aux besoins, 772
 - Recensement de la population, 770
 - Sens de l'expression « modules scolaires de langue française », 771
- Partage des compétences, 661-663
- Première langue apprise et encore comprise (par. 23(1)a) de la *Charte*, 677, 689, 695-698, 741, 766, 771, 773, 776
- Principe d'égalité, 669, 677, 733-736
 - Exception, 108

-
- Programmes préscolaires ou parascolaires, 687, 721, 729, 765
 - Qualité de l'enseignement, 733-737
 - Accès égal aux programmes d'instruction, 735
 - Appréciation du tribunal, 734, 735
 - Besoins particuliers, 736
 - Coûts de l'instruction, 735
 - Enseignement complet, 734
 - Fonds publics, 736, 737
 - Formules de financement, 736
 - Locaux convenables et correctement équipés, 734
 - Qualité comparable, 734, 735
 - Québec, 671, 672, 674, 677, 678, 684, 688, 689, 691-694, 696, 698-701, 703, 704, 707, 749, 750, 764-770
 - Accès à l'éducation, 765
 - Choix politique, 768
 - Collèges subventionnés par l'État, 770
 - Comités et commissions chargés de conseiller le ministre, 769
 - Commissions scolaires, 765, 769, 770
 - Conditions de résidence, 769
 - Conseils scolaires, 769
 - Déclaration d'admissibilité sur « demande motivée », 768
 - Difficultés graves d'apprentissage, 767
 - Dispositions applicables de la *Charte de la langue française*, 765-767
 - Élections scolaires, 769
 - Encadrement législatif de l'instruction publique, 769
 - Enfants de citoyens ou de résidents permanents, 767
 - Enfants de parents admissibles, 767
 - Enfants de parents non admissibles, 768
 - Établissements de type universitaire, 770
 - Formation des adultes, 769, 770
 - Formation technique ou professionnelle, 769, 770
 - Infraction et peine, 768
 - Langue habituelle d'instruction, 765
 - Nombre d'enfants, 766
 - Personnes désignées pour vérifier l'admissibilité de l'enfant à l'enseignement en anglais, 767
 - Politique sur l'emploi et la qualité de la langue française, 770
 - Protection des minorités francophones, 764

- Recours devant le Tribunal administratif du Québec, 767
- Restriction d'accès aux écoles de langue anglaise, 764
- Rappel historique, 35, 670-674
 - Versions de l'article 23 de la *Charte*, 673, 674
- Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme (Rapport Laurendeau-Dunton), 668, 669, 672
- Saskatchewan, 710, 720, 775-777
 - Années d'efforts militants et de démarche, 775
 - Conseil d'école, 777
 - Conseil scolaire fransaskois (« CSF »), 776
 - Écoles fransaskoises, 776
 - Enfants de parents admissibles, 776
 - Enfants de parents non admissibles, 776
 - Facteurs considérés dans l'étude de projets, 776
 - Instruction bilingue, 775
- Secteur privé, 821-823
- Terre-Neuve-et-Labrador, 745, 756-761
 - Compétence exclusive d'un seul conseil scolaire, 757
 - Conseil scolaire francophone provincial de Terre-Neuve et du Labrador (« CSFPTNL »), 759-761
- Crédits nécessaires, 760, 761
- Instruction en langue de la minorité, 759
- Nombre d'enfants non précisé, 758
- Nombre faible d'enfants, 756
- Territoires du Nord-Ouest, 689, 690, 712, 714, 778-780
 - Catégories de parents admissibles, 689
 - Comité de parents francophones, 780
 - Commission scolaire francophone de division, 780
 - Droit de gestion et de contrôle, 780
 - Enfants de parents admissibles, 779
 - Enseignement du français langue seconde, 779
 - Pouvoirs délégués, 780
 - Pouvoirs réglementaires du ministre de l'Éducation, 780
 - Programmes d'immersion, 779
- Titulaires des droits, 694-714
 - Aptitudes linguistiques, 695, 696
 - Enfants de parents non admissibles, 707-714
 - Instruction des enfants, 701-706
 - Langue d'instruction des parents, 698-701

- Langue parlée par les enfants, 695, 702
 - Première langue apprise et encore comprise, 696-698
 - Prépondérance des probabilités, 694
- Yukon, 689, 690, 711, 712, 778, 779, 781, 782
- Commission scolaire du Yukon, 781
 - Enfants de parents admissibles, 689, 781
 - Instruction en français, 781
 - Pouvoirs réglementaires du ministre de l'Éducation, 782
- Voir aussi* **Recours constitutionnel**
- Instruments internationaux**
Voir **Droit international**
- Instruments régionaux de droits humains**
Voir **Droit international**
- Insuffisance des ressources**
Voir **Inconvénient administratif**
- Intégration des minorités**
Voir **Fondements normatifs ; Reconnaissance étatique des droits linguistiques**
- Internet**
Voir **Site Web**
- Interprétation des décisions bilingues**, 286-294
- Absence d'obligation constitutionnelle de publier dans les deux langues, 286, 287
 - Approche contextuelle, 289-292
 - Cohérence des jugements, 291, 292
 - Critère d'admissibilité de preuves nouvelles, 292, 293
 - Décisions antérieures, 288
 - Documents extrinsèques, 291
 - Expectative raisonnable, 293
 - Incertitudes concernant le mode d'interprétation, 294
 - Intention du tribunal, 288
 - Interprétation stricte en vue d'avantager l'une des parties, 292, 293
 - Langue de rédaction, 287, 292
 - Mot changé dans le passage d'une langue à l'autre, 293
 - Résultat jugé absurde, 290
 - Version originale, 287, 288, 292
- Interprétation des droits linguistiques**
- Garanties linguistiques, 484, 500, 1138
 - Instruction dans la langue de la minorité, 674-677
 - Application des principes généraux d'interprétation, 676, 677
 - Interprétation fondée sur l'objet, 674-676, 701

- Interprétation large et libérale, 676, 697, 698
 - Interprétation restrictive, 676, 702
 - Variation selon la dynamique linguistique d'une région, 677
- Interprétation atténuée, 1064-1066
- Interprétation fondée sur l'objet, 62, 71-73, 104, 343, 353, 354, 622, 674-676, 701, 997
- Interprétation large et libérale, 62, 68, 71, 78, 194, 197, 227, 315, 325, 337, 349, 353, 354, 432, 473, 482, 493, 506, 515, 594, 609, 676, 679, 697, 698, 862
- Interprétation restrictive, 59-62, 68, 71, 72, 91, 105, 306, 319, 334-336, 341, 348, 353, 354, 467, 481, 482, 484, 493, 509, 521, 536, 676, 702, 773, 1010, 1041
- Considérations d'ordre pratique et financier, 297
 - Critique, 334-336
 - Manitoba (art. 23 de la *Loi de 1870 sur le Manitoba*), 328
 - Trilogie de 1986, 59-62
- Maintien et valorisation du patrimoine multiculturel (art. 27 de la *Charte*), 92, 93, 97, 115-124, 144, 176
- Affirmation rhétorique, 117
 - Caractère défensif, 93, 116
 - Conception pluraliste de l'égalité, 93, 115
 - Disposition interprétative, 119, 121
 - Ethnicité structurale, 118
 - Garanties linguistiques, 118, 121, 122
 - Instruction dans la langue de la minorité, 120-122
 - Libellé de l'article 27, 115
 - Mesures positives, 116, 118
 - Multiculturalisme, 93, 116-118, 121, 123
 - Origines de l'article 27, 117
 - Portée et application de l'article 27, 117-120
 - Principe constitutionnel de protection des minorités, 123, 124
- Nouvelle trilogie, 62-77
- Arrêt *Arsenault-Cameron* (consolidation de l'arrêt *Beaulac*), 73, 74
 - Arrêt *Beaulac* (fin de la trilogie de 1986), 70-73
 - Leçons à tirer, 74-77
 - *Renvoi sur la sécession du Québec* (protection des minorités), 62-70
- Suite de la nouvelle trilogie, 77-85
- Arrêt *Charlebois n° 2* (régression en matière de droits linguistiques), 81-84

- Arrêt *Desrochers* (égalité réelle), 84, 85
- Arrêt *Doucet-Boudreau* (prolongement de la nouvelle trilogie), 77-79
- Arrêt *Solski* (sécurité culturelle et linguistique), 79, 80

Interprétation des textes de loi bilingues

Règle d'égalité autorité, 276-282
Règle du sens commun, 282-286

Interprétation des traités, 929

Interprétation simultanée

Débats et travaux parlementaires, 132, 194-196, 240, 242, 243, 352, 359, 360, 426, 471

Inuit

Voir Langues autochtones ; Nunavut ; Peuples autochtones ; Territoires du Nord-Ouest

-J-

Journaux

Voir Archives, procès-verbaux et journaux

Jugement

Voir Bilinguisme judiciaire

Jugement déclaratoire

Voir Recours constitutionnel

Jury

Voir Bilinguisme judiciaire

Justice et bilinguisme

Voir Bilinguisme judiciaire

Justice et langues autochtones

Voir Langues autochtones

Justification des droits linguistiques

Voir Fondements normatifs

Justification par le nombre

Voir Instruction dans la langue de la minorité

-L-

Langue d'instruction

Voir Instruction dans la langue de la minorité ; Langues autochtones ; Secteur privé

Langue de l'accusé

Voir Bilinguisme judiciaire

Langue des communications avec les tribunaux

Voir Bilinguisme judiciaire

Langue des plaidoiries et pièces de procédure devant les tribunaux

Critique, 334-336

- Approche interprétative restrictive, 334, 335

- Manière dont les tribunaux ont circonscrit la portée des droits linguistiques, 335, 336
- Manitoba (art. 23 de la *Loi de 1870 sur le Manitoba*), 319, 327-330
 - Contexte historique, 327, 328
 - Interprétation de l'article 23, 328
 - Libellé de l'article 23, 327
 - Portée du terme « pièces de procédure », 329
 - Recours à un interprète, 328
 - Sens du mot « plaidoiries », 329, 330
 - Sens du mot « tribunaux », 329
 - Teneur de l'article 23, 328-330
- Nouveau-Brunswick (par. 19(2) de la *Charte*), 319, 330-334, 361, 362
 - Arrêt *Société des Acadiens*, 331, 332
- Nouveau schéma interprétatif (arrêt *Beaulac*), 336-340
 - Fin de la trilogie de 1986, 336
 - Incidence sur les dispositions constitutionnelles protégeant le bilinguisme judiciaire, 339
- Méthode interprétative étroite (arrêt *Charlebois*), 337, 338
- Nouvelle démarche interprétative, 336
- Objet des droits linguistiques, 336
- Portée plus large de l'article 19 de la *Charte*, 339, 340
- Règle de l'uniformité d'expression, 337
- Procédures devant les tribunaux établis par le Parlement du Canada (art. 19 de la *Charte*), 60, 120, 330-334, 361, 362, 476, 477, 577, 883
 - Approche institutionnelle, 333, 334
 - Contexte historique, 330
 - Distinction entre les droits linguistiques et les droits garantissant un procès équitable, 332
 - Droit « d'employer » l'une ou l'autre des langues officielles, 332
 - Droits restreints dans des limites raisonnables (assujettissement à l'article premier de la *Charte*), 330
 - Influence de l'article 16 de la *Charte* dans l'interprétation de l'article 19, 333
 - Libelle de l'article 19, 330
 - Teneur de l'article 19, 330-334

- Usage des langues française et anglaise devant les tribunaux du Canada et du Québec (art. 133 de la *Loi constitutionnelle de 1867*), 317-327
- Contexte historique, 317-319
 - Libellé de l'article 133, 317
 - Période de flottement institutionnel, 318
 - Portée du terme « pièces de plaidoirie », 323-326
 - Recours à un interprète, 322
 - Règles de pratique, 326, 327
 - Sens de l'expression « *any person* », 322
 - Sens du mot « plaidoirie », 323
 - Sens du mot « tribunaux », 320
 - Teneur de l'article 133, 319-327
- Voir aussi* **Bilinguisme judiciaire**
- Langue des services assurés par les tribunaux**
- Voir* **Bilinguisme judiciaire**
- Langue du travail**, 846-851
- Droit de travailler dans l'une ou l'autre des langues officielles (art. 16 de la *Charte*), 522-524
- Fonction publique, 876-886
- Nunavut, 961, 962
- Prestation de services
- Langues officielles (fédéral), 539
 - Nouveau-Brunswick, 570, 571
- Langues autochtones**
- Administration publique, 911, 912, 922, 923, 944, 945, 950, 957-962, 977, 978
- Gouvernement fédéral, 922
 - Gouvernements autochtones, 922, 923
- Alberta, 971, 972
- Bilinguisme judiciaire, 349, 350
- Colombie-Britannique, 933-935, 968-971
- Éducation, 933-935, 969-971
 - Justice, 969
 - Reconnaissance juridique, 968, 969
- Déclin, 897, 900, 901, 974, 991
- Droit constitutionnel, 902-919
- Autonomie gouvernementale, 897, 905-908
 - *Charte*, 908-914
 - Compétence des gouvernements autochtones, 905-908
 - Compétence des gouvernements provinciaux et territoriaux, 902-905
 - Compétence du gouvernement fédéral, 902-905
 - Droits à l'égalité, 910-913

- Droits des peuples autochtones du Canada, 914-919
- Langues officielles, 908, 909, 919
- Liberté d’expression, 909, 910
- *Loi constitutionnelle de 1867*, 902-908
- *Loi constitutionnelle de 1982*, 908-919
- Maintien des droits et libertés des Autochtones (art. 25 de la *Charte*), 913, 914
- Droit international
 - *Convention (n° 169) concernant les peuples indigènes et tribaux vivant dans des pays indépendants*, 161
- Droits ancestraux, 903, 905, 906, 914-919, 949, 977
- Droits linguistiques de la personne, 12
- Éducation, 917, 925-937, 939-941, 946, 947, 965-967, 969-975, 980, 981, 984-987
 - Accord de revendication globale, 926, 930, 935-937, 947
 - Accord de transfert bilatéral, 931
 - Autorité scolaire des premières nations, 934
 - Compétence du gouvernement fédéral, 925, 926
 - Compétence des gouvernements autochtones, 935-937, 940, 941, 947, 970, 971, 987
- Enfants Inuits, 926
- Enfants Métis, 926, 972
- Enfants Mi’kmaq, 933
- Financement, 925, 926, 931, 932, 969
- *Loi sur les Indiens*, 925, 930-932
- Programme d’enseignement, 917, 931, 932, 939, 940, 946, 947, 965-967, 973-975
- Programme d’immersion, 932
- Traités numérotés avec les Premières nations, 927-930
- Ententes fédérales avec les peuples autochtones, 592, 593
- Familles linguistiques autochtones, 899, 900
- Financement des programmes communautaires en langues autochtones, 917
- Fonds de promotion des langues officielles, 644, 967, 968
- Gouvernement fédéral, 902-905, 922, 925, 926, 919-937
- Gouvernements autochtones, 905-908, 922, 923, 935-937, 940, 941, 947, 970, 971, 987
- Gouvernements provinciaux et territoriaux, 902-905, 937-987
- Île-du-Prince-Édouard, 985
- Importance de leur survie, 901

- Justice et législation, 923-925, 939, 945, 946, 957, 962-965, 969, 978-980, 983
- Composition du jury, 925, 946, 965
 - Débats et travaux parlementaires, 939, 945, 962
 - Droit à l'assistance d'un interprète, 925
 - Langue de l'accusé, 924, 925
 - Poursuites judiciaires ou quasi judiciaires, 924, 925, 957, 963, 964
 - Rédaction des lois et règlements, 923, 924, 939, 962, 963
 - Règlements administratifs et résolutions des conseils de bande, 923, 924
 - Services de traduction simultanée pendant un procès, 946
- Langues cris et naskapis, 922-924, 973
- Lois fédérales, 919-921, 923, 925, 930-935
- *Loi constituant l'Institut des langues patrimoniales*, 920
 - *Loi sur la compétence des premières nations en matière d'éducation en Colombie-Britannique*, 933-935, 970
 - *Loi sur le maintien et la valorisation du multiculturalisme au Canada*, 920, 921
 - *Loi sur les Indiens*, 921, 925, 930-932
 - *Loi sur les langues officielles*, 919, 920
 - Projets de loi, 921
 - Rédaction, 923
- Lois provinciales et territoriales, 903, 904, 922-924, 938, 939, 941, 942, 949, 950, 976-981, 1140
- *Charte de la langue française*, 976, 980, 981, 1140
 - *Charte des droits et libertés de la personne* (Québec), 979
 - *Convention de la Baie James et du Nord québécois et Convention du Nord-Est québécois*, 976, 978-981
 - *First Nations Education Act* (C.-B.), 970
 - *First Peoples' Heritage, Language and Culture Act* (C.-B.), 968
 - *Loi sur l'éducation* (Nunavut), 965-967
 - *Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis* (Québec), 981
 - *Loi sur la protection de la langue inuit* (Nunavut), 950
 - *Loi sur la reconnaissance des langues autochtones* (Manitoba), 973, 974

- *Loi sur le jury* (Nunavut), 965
- *Loi sur le jury* (T.N.-O.), 946
- *Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec*, 922-924, 978, 979
- *Loi sur les langues officielles* (Nunavut), 949, 950
- *Loi sur les langues officielles* (T.N.-O.), 941-946
- *Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris* (Québec), 978
- Lois d'application générale, 903, 904
- *Métis Act* (Sask.), 972
- Yukon, 938, 939
- Manitoba, 973, 974
 - Éducation, 974
 - Reconnaissance juridique, 973, 974
- Nombre de langues autochtones au Canada, 898
- Nouveau-Brunswick, 982, 983
- Nouvelle-Écosse, 933, 983-985
- Nunavut, 948-968
 - Administration publique, 950, 957-962
 - Éducation, 950, 965-967
 - Emploi, 950, 961, 962
 - Fonds de promotion des langues officielles, 967, 968
 - Justice et législation, 957, 962-965
 - Reconnaissance juridique, 948-957
 - Responsabilité à l'égard des droits linguistiques, 950-957
- Ontario, 974, 975
 - Éducation, 975
- Patrimoine linguistique canadien, 920
- Programme destiné à promouvoir une langue autochtone, 913, 917
- Québec, 976-982
 - Administration publique, 977, 978
 - Éducation, 980-982
 - Justice et législation, 978-980
 - Reconnaissance juridique, 976, 977
- Rapport du Groupe de travail sur les langues et les cultures autochtones, 898, 901, 907
- Reconnaissance juridique, 937, 938, 941-944, 948-957, 968, 969, 972-974, 976, 977
- Revendications de l'Assemblée des Premières Nations, 897, 898
- Saskatchewan, 972, 973
 - Éducation, 973
 - Reconnaissance juridique, 972, 973
- Statistiques, 899, 900
- Terre-Neuve-et-Labrador, 985-987

- Territoires du Nord-Ouest, 941-947
- Administration publique, 944, 945
 - Éducation, 946, 947
 - Justice et législation, 941, 942, 945, 946
 - Reconnaissance juridique, 941-944
 - Respect des droits linguistiques, 942-944
 - Stratégies sur les langues autochtones, 944
- Yukon, 937-941
- Assemblée législative, 939
 - Éducation, 939-941
 - Justice et législation, 939
 - Reconnaissance juridique, 937, 938
- Voir aussi* **Peuples autochtones**
- Langues officielles**
- Bilinguisme judiciaire, 351-369
- Bilinguisme législatif, 225, 237, 240, 242-244, 248, 249, 252-254, 287
- Commissaire aux langues, 529, 530, 942, 943, 953-957, 1114-1116
- Droit constitutionnel, 28
- Égalité du statut des deux langues officielles (art. 16 de la *Charte*), 347-349, 461-463, 483-508, 519-525, 540, 877, 881
- Fonds de promotion, 644, 967, 968
- Langues autochtones, 908, 909, 919, 920
- Législation fédérale, 33, 35, 136-139, 225, 240, 287, 310, 351-369, 528-554, 667, 825, 828, 831-835, 837, 840, 861, 863, 864, 876, 877, 879-882, 919, 920, 1050, 1073-1083
- Actes judiciaires, 361
 - Administration de la justice (Partie III), 357-366
 - Analyse des dispositions constitutionnelles et législatives applicables, 540, 541
 - Communications avec le public (Partie IV), 366-368, 532-550
 - Compétence fédérale, 310
 - Conditions de travail prévues dans une convention collective, 553, 554
 - Contexte historique (Loi de 1969), 351, 352
 - Décisions, ordonnances et jugements (Partie III), 362-366
 - Décret d'exclusion, 541
 - Définition d'« institutions fédérales », 531
 - Demande importante, 546-550
 - Déroulement de la procédure (Partie III), 357-362
 - Désignation linguistique des postes et de dotation, 879-881

- Dispositions incompatibles, 530, 539, 540
 - Dommages-intérêts, 1050
 - Droits des témoins, 358, 359
 - Écrit et oral, 538
 - Instruction dans la langue de la minorité, 667
 - Interprétation, 353, 354
 - Langue du billet d’avion, des horaires et des itinéraires et avis aux voyageurs, 831
 - Langue du travail, 539, 877
 - Langues autochtones, 919, 920
 - Médias, 539
 - Mode de communication, 539
 - Modification législative, 529
 - Objet et statut quasi constitutionnel, 353, 530, 531
 - Obligation relative à la compréhension des langues officielles, 357, 358
 - Offre active, 508, 538
 - Peuples autochtones, 554
 - Plaidoirie ou acte de procédure, 360, 361
 - Prestation de services (Partie IV), 366-368, 532-550
 - Preuve documentaire, 361, 362
 - Principe d’égalité, 529
 - Privatisation, 550-553
 - Promotion du français et de l’anglais (Partie VII), 368, 369, 541-546
 - Recours administratif, 1075, 1076, 1114-1116
 - Recours judiciaire, 542, 1073-1083
 - Représentation équitable de chaque groupe linguistique, 882
 - Santé et sécurité publiques, 537, 538
 - Sens du mot « tribunaux fédéraux », 355-357
 - Services d’interprétation, 359, 360
 - Services fournis par des tiers, 535-537
 - Signalisation identifiant les bureaux des institutions fédérales, 539
 - Sociétés d’État et organismes paragouvernementaux, 550-554
 - Teneur, 355-369
 - Vocation du bureau, 546-550
- Législation provinciale
- Compétence provinciale, 310
 - Nouveau-Brunswick, 33, 35-38, 140, 146, 237, 242-244, 278, 310, 331, 337, 396-404, 483, 508, 556-569, 761, 873, 874, 1024, 1064, 1091-1094, 1117, 1144

- Nunavut, 948-950
- Territoires du Nord-Ouest, 141, 142, 248, 249, 252-254, 941, 942, 941-946, 948, 1050
- Ministre responsable, 943, 944, 951, 952
- Obligations fiduciaires, 1050-1053
- Partage des compétences, 310, 311
- Progression vers l'égalité (par. 16(3) de la *Charte*), 94, 95, 133-135, 139, 146, 192, 316, 317, 338, 348, 349, 357, 501, 520, 594, 708, 807, 812, 813, 828, 839, 842, 911, 1064, 1069, 1109, 1130
- Recours administratif
 - Commissaire aux langues officielles du Canada, 1114-1116
 - Commissaire aux langues officielles du Nouveau-Brunswick, 1117-1119
- Statut, 27-30
- Voir aussi* **Bilinguisme judiciaire ; Bilinguisme législatif ; Prestation de services publics ; Principe d'égalité ; Recours administratif ; Recours judiciaire**
- Législation**
- Voir* **Bilinguisme législatif ; Langues autochtones ; Langues officielles ; Législation déléguée ; Législation fédérale ; Législation provinciale et territoriale ; Prestation de services publics ; de même que sous les provinces et territoires**
- Législation déléguée**, 205-218, 231
- Arrêt *Blaikie* (n° 2), 207-211
- Arrêt *Renvoi relatif aux droits linguistiques au Manitoba* (1992), 211-213
- Arrêt *Sinclair*, 213-217
- Autorité réglementaire, 210
- Caractère législatif d'un texte
 - Approche globale, 214-216
 - Critères, 211-213
- Catégories, 207-210
 - Actes réglementaires, 207
 - Directives et lignes directrices de régie interne, 207, 208
 - Règlements des commissions scolaires, 209, 210
 - Règlements municipaux, 209, 210
 - Règles de pratique, 208
 - Règles régissant un ordre professionnel, 210
- Incorporation par renvoi, 211
- « Lois de la législature », 207, 211, 217
- Présomption générale de validité constitutionnelle, 216

- Procédure d'adoption des textes, 217, 218
- Exigences constitutionnelles quant aux modalités et à la forme, 217
 - Règlement du Québec, 218
 - Règlement fédéral, 217, 218
- Questions soulevées, 205
- Sens des mots « règlement » et « texte réglementaire », 206, 207
- Terminologie, 206, 207
- Législation et bilinguisme**
Voir Bilinguisme législatif
- Législation fédérale**, 33, 136-139, 225, 240-242, 350-393, 630, 845-888, 920, 921, 1073-1083
Voir aussi Langues autochtones ; Langues officielles ; Prestation de services publics ; Secteur privé
- Législation incorporant par renvoi d'autres documents**
Voir Incorporation par renvoi
- Législation par délégation**
Voir Législation déléguée
- Législation provinciale et territoriale**
 Bilinguisme judiciaire, 393-445
 - Nouveau-Brunswick, 395-405
 - Ontario, 411-422
 - Provinces de l'Est, 444, 445
 - Provinces de l'Ouest, 433-444
 - Québec, 405-411
 - Territoires du Nord-Ouest, Yukon et Nunavut, 422-433
- Bilinguisme législatif**, 242-265
 - Alberta et Saskatchewan, 257-265
 - Île-du-Prince-Édouard, 265
 - Nouveau-Brunswick, 242-245
 - Nouvelle-Écosse, 265
 - Ontario, 245-248
 - Territoires du Nord-Ouest, Yukon et Nunavut, 248-257
- Principe d'égalité**, 139-143
 - Autres autorités législatives, 143
 - Nouveau-Brunswick, 139-141
 - Territoires du Nord-Ouest, Yukon et Nunavut, 141, 142
- Secteur privé, 845-888
Voir aussi Langues autochtones ; Langues officielles ; Prestation de services publics ; de même que sous les provinces et territoires
- Législature d'une province ou d'un territoire**
Voir sous chaque province ou territoire

- Liberté d'association**, 17
- Contexte historique, 327, 328
- Liberté d'expression**, 10, 17, 25, 152, 154-157, 290, 797-812, 824, 827, 859, 909, 910, 1140
- Libre circulation des travailleurs**
Voir **Droit international ; Droits fondamentaux**
- Lois constitutionnelles**
Voir **Droit constitutionnel ; Recours constitutionnel**
- Lois de la législature**
Voir **Législation déléguée**
- Lois fédérales, provinciales et territoriales**
Voir **Bilinguisme législatif ; Langues autochtones ; Langues officielles ; Législation déléguée ; Législation fédérale ; Législation provinciale et territoriale ; Versions française et anglaise des lois ; de même que sous les provinces et territoires**
- M-
- Maintien de compétence**
Voir **Recours constitutionnel**
- Manitoba**
 Bilinguisme judiciaire (art. 23 de la *Loi de 1870 sur le Manitoba*), 319, 327-330
- Teneur de l'article 23, 328-330
- Bilinguisme législatif** (art. 23 de la *Loi de 1870 sur le Manitoba*), 201, 211-213, 219, 221, 222, 224, 227-231
- Adoption, impression et publication des lois, 201, 231
 - *Charte de la ville de Winnipeg*, 231
 - Comportement inconstitutionnel, 229, 230
 - Contexte historique et législatif, 40, 41, 227-229
 - Crise linguistique et mise en cause du régime manitobain, 229-231
 - Écart entre la reconnaissance de l'obligation constitutionnelle et son respect intégral, 231
 - Incorporation par renvoi, 219, 221, 222, 224
 - Législation déléguée, 211-213, 231
 - Libellé de l'article 23, 228
 - Situation à l'heure actuelle, 231
- Instruction dans la langue de la minorité**, 680, 700, 703, 772-774
- Cours, programmes et matériels pédagogiques, 773

- Division scolaire franco-manitobaine (« DSFM »), 773, 774
- Enfants de parents admissibles, 773, 774
- Enseignement de l’anglais, 774
- Formation technique ou professionnelle, 774
- Langue d’instruction des parents, 773
- Programme d’accueil, 773
- Programme de perfectionnement du français, 773
- Progression de l’enseignement en français, 772
- Langue officielle
 - Inconstitutionnalité de la législation, 40, 41
- Langues autochtones, 973, 974
 - Éducation, 974
 - Reconnaissance juridique, 973, 974
- Législation
 - *Loi sur l’ombudsman*, 1126
 - *Loi sur la reconnaissance des langues autochtones* (projet de loi 24), 973, 974
 - *Loi sur les jurés*, 434
- Législation déléguée
 - Arrêt *Renvoi relatif aux droits linguistiques au Manitoba* (1992), 211-213
- Prestation de services publics, 617-622
 - Administration publique, 617-619
 - Municipalités, 619-622
- Rappel historique, 38-41, 227-229, 327, 328
 - Cession du territoire à la Compagnie de la Baie d’Hudson, 39
 - Cession du territoire au Canada, 39
 - Création de la province, 40
 - Liste de droits rédigée par une convention des délégués, 39, 40
 - Terre de Rupert, 39
- Recours administratif
 - *Charte de la ville de Winnipeg*, 1124-1128
- Recours constitutionnel
 - Déclarations concernant la *Loi de 1870 sur le Manitoba*, 1022-1024
- Secteur privé
 - Activités corporatives et financières, 858
 - Langue du travail, 850
- Unilinguisme, 229, 230
- Médias**, 861-865
- Médias sociaux**
- Langue du travail, 878

- Mesures positives de protection**
Voir **Droit international ; Instruction dans la langue de la minorité ; Protection des minorités**
- Mesures positives de réparation**
Voir **Recours constitutionnel**
- Métis**, 47, 228, 625, 901, 926, 972, 973, 975
Voir aussi **Langues autochtones ; Manitoba ; Peuples autochtones**
- Ministre responsable des langues officielles**
Voir **Langues officielles**
- Minorité linguistique**
Voir **Instruction dans la langue de la minorité ; Protection des minorités ; Sécurité culturelle et linguistique**
- Mobilité sociale et économique**, 6, 7, 792, 846
- Multiculturalisme**, 93, 97, 116-118, 121-123, 144, 176, 500, 711, 909
Loi sur le maintien et la valorisation du multiculturalisme au Canada, 920, 921
Loi sur le multiculturalisme canadien, 630
- Municipalités**, 501-503, 565-568, 589-591, 602-607, 619-622, 950, 960, 961
Voir aussi **Prestation de services publics ; Services municipaux**
- N-**
- Nom d'entreprise**, 855-858
- Nombre d'enfants**
Voir **Instruction dans la langue de la minorité**
- Normes constitutionnelles**
Voir **Droit constitutionnel**
- Normes internationales**
Voir **Droit international**
- Normes législatives**
Voir **Législation fédérale ; Législation provinciale et territoriale**
- Nouveau-Brunswick**
 Bilinguisme judiciaire
 - Compétence provinciale de réglementer l'emploi des langues officielles, 310, 311
 - Contexte historique, 330, 396, 397
 - Dispositions législatives, 397-405
 - Langue des plaidoiries et pièces de procédure devant les tribunaux (par. 19(2) de

- la *Charte*), 319, 330-334, 361, 362
- Procédure applicable aux infractions provinciales, 405
- Bilinguisme législatif
 - Archives, procès-verbaux et journaux (art. 18 de la *Charte*), 232-237
 - Débats et travaux parlementaires (art. 17 de la *Charte*), 232-237
 - Dispositions législatives, 242-245
 - Égalité des versions française et anglaise des lois, 225
- Instruction dans la langue de la minorité, 689, 691, 761-764
 - Comité consultatif des programmes d'études francophones, 763, 764
 - Comité parental d'appui, 763
 - Conseil d'éducation de district, 763
 - Financement, 763
 - Importance de la mise en œuvre de l'article 23 de la *Charte*, 761
 - Langue « suffisamment » connue, 762
 - Nombre d'enfants inscrits dans les écoles des districts scolaires acadiens, 762
 - Programmes et activités scolaires supplémentaires, 763
 - Province déclarée constitutionnellement bilingue, 761
 - Recensement de la population, 761
 - Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil, 763
 - Secteurs pédagogiques distincts, 762
- Langues autochtones, 982, 983
- Législation, 242-245, 395-405, 556-571
 - *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales*, 339, 405
 - *Loi sur les langues officielles*, 33, 35-38, 140, 146, 237, 242-244, 278, 310, 331, 337, 396-404, 483, 508, 556-569, 873, 874, 1024, 1064, 1091-1094, 1117, 1144
- Prestation de services publics, 463-519, 555-572
 - Administration publique, 557-560
 - Assurance, 569, 570
 - Commissions d'aménagement et de gestion des déchets solides, 568, 569
 - Communications entre les administrés et les institutions du Nouveau-Brunswick (art. 20 de la *Charte*), 463-519

- Droit de vote, 569
 - Égalité des deux communautés linguistiques officielles, 569
 - Langue du travail, 570, 571
 - Langues officielles, 556-569
 - Municipalités et services municipaux, 501-503, 565-568
 - Offre active, 508-512
 - Peuples autochtones, 572
 - Politique et lignes directrices sur les langues officielles, 570, 571
 - Services de police, 502, 560-563
 - Services de santé, 563-565
 - Services éducatifs de niveau postsecondaire, 500, 501
 - Services hospitaliers, 497, 498
 - Spécificité des droits linguistiques, 467
- Principe d'égalité
- Égalité des communautés linguistiques française et anglaise du Nouveau-Brunswick (art. 16.1 de la *Charte*), 14, 36-38, 97, 131-133, 140, 145, 340, 500, 508, 569, 689, 691, 761, 810
 - Législation provinciale, 139-141
- Rappel historique, 30-38, 396, 397
- Acadie et le traité d'Utrecht, 31
 - Bilinguisme judiciaire, 396, 397
 - Création du Nouveau-Brunswick, 31
 - Date de la réception du droit anglais, 32
 - Depuis 1960, 33-38
 - Droits linguistiques aux Acadiens, 32
- Recours administratif
- Commissaire aux langues officielles du Nouveau-Brunswick, 1117-1119
- Recours judiciaire, 1091-1094
- Secteur privé
- Accès aux professions et ordres professionnels, 867, 869-871
 - Activités corporatives et financières, 857, 858
 - Arbitrage, 871, 873, 874
 - Contrats, commerce, publicité et sites Web, 854, 855
 - Langue du travail dans la fonction publique, 883-885
 - Liberté d'expression et affichage commercial (arrêtés municipaux), 810-812
- Nouvelle-Écosse, 265**
- Instruction dans la langue de la minorité, 756-761
- Compétence exclusive d'un seul conseil scolaire, 757

- Conseil scolaire acadien provincial (« CSAP »), 758-761
- Écoles homogènes acadiennes, 761
- Immigration issue des pays africains ou antillais francophones, 760
- Instruction en langue française, 759
- Nombre d'enfants non précisé, 758
- Nombre faible d'enfants, 756
- Mode de détermination de l'admissibilité, 757
- Langues autochtones, 983-985
 - Éducation, 933, 984, 985
 - Justice, 983
- Prestation de services publics, 614, 615
- Rappel historique
 - Ancienne Acadie française, 31
- Nouvelles technologies**
- Instruction dans la langue de la minorité, 717
- Langue du travail, 878
- Nunavut**
- Bilinguisme judiciaire, 428-431
 - Contexte historique, 428, 429
 - Dispositions législatives, 429-431
- Champs de compétence de l'Assemblée législative, 948
- Création du territoire, 948
- Égalité linguistique, 142
- Instruction dans la langue de la minorité, 689-691, 779-781
 - Catégories de parents admissibles, 689
 - Commission scolaire francophone, 781
 - *Loi sur l'éducation*, 780, 781
 - Pétition des parents, 781
 - Recours au pouvoir législatif, 780
- Langues autochtones, 948-968, 1104, 1121, 1122
 - Administration publique, 950, 957-962
 - Archives, procès-verbaux et journaux, 962
 - Débats et travaux parlementaires, 962
 - Commissaire aux langues, 953-957, 1121, 1122
 - Composition du jury, 965
 - Éducation, 965-967
 - Emploi, 950, 961, 962
 - Fonds de promotion des langues officielles, 967, 968
 - Justice et législation, 957, 962-965
 - Langues officielles, 949
 - Mécanisme d'enquête et de résolution des plaintes, 951, 954-957

- Mesures disciplinaires, 962
 - Ministre des Langues, 951, 952
 - Municipalités, 950, 960, 961
 - Nombre de langues, 948
 - Organisme Inuit Uqausin-ginnik Taiguusiliuqtiit, 952-954, 1104, 1122
 - Plan de mise en œuvre, 951, 952
 - Programme d’enseignement, 965-967
 - Poursuites judiciaires ou quasi judiciaires, 957, 963, 964
 - Protection de la langue Inuit, 950
 - Reconnaissance juridique, 948-957
 - Responsabilité à l’égard des droits linguistiques, 950-957
 - Stratégie sur la langue inuit, 952
 - Terminologie inuit, 953
 - Usage de l’inuit comme langue du travail (secteur public), 961, 962
- Législation, 428-431
- *Loi sur l’éducation*, 965-967
 - *Loi sur la protection de la langue inuit*, 142, 252, 886, 949, 950, 1090, 1104
 - *Loi sur le jury*, 965
 - *Loi sur les langues officielles*, 948-950
- Obligations constitutionnelles en matière linguistique, 254-257
 - Prestation de services publics, 642-648, 957-962
 - Rappel historique, 49-51, 428, 429
 - Bilinguisme judiciaire, 428, 429
 - Recours administratif
 - Commissaire aux langues, 1121, 1122
 - Recours judiciaire, 957, 963, 964, 1101-1105
 - Secteur privé, 886-888
- O-**
- Obligations fiduciales**
- Voir* **Recours constitutionnel**
- Office québécois de la langue française**
- Voir* **Recours administratif**
- Offre active**
- Voir* **Langues officielles ; Prestation de services publics**
- Ontario**
- Bilinguisme judiciaire, 411-422
 - Contexte historique, 411-413
 - Dispositions législatives, 413-422
 - Instruction dans la langue de la minorité, 671, 684, 685, 688, 691, 697, 700, 705, 706, 725, 735, 736, 770-772

- Comité consultatif, 771, 772
- Conseils scolaires, 771, 772
- Enfants de parents admissibles, 771
- Enfants de parents non admissibles, 772
- Financement de l'éducation, 770, 772
- Projets adaptés aux besoins, 772
- Recensement de la population, 770
- Sens de l'expression « modules scolaires de langue française », 771
- Langues autochtones, 974, 975
 - Éducation, 975
- Législation, 245-248, 411-422
 - *Loi de 1999 sur la ville d'Ottawa*, 605, 1129
 - *Loi sur l'exercice des compétences légales d'ordre judiciaire*, 420
 - *Loi sur les infractions provinciales*, 418, 419, 1110
 - *Loi sur les services en français*, 51, 52, 123, 245-247, 280, 312, 419, 420, 593-604, 608, 609, 832, 842, 843, 1108-1110, 1130, 1131, 1136, 1144
 - *Loi sur les tribunaux judiciaires*, 413-418, 1109, 1110
- Peuples autochtones, 974, 975
- Prestation de services publics, 593-610
 - Droit aux services en français, 594
 - Limites raisonnables et nécessaires aux services en français, 600-602
 - Limites territoriales aux services en français, 598-600
 - Municipalités, 602-607
 - Organismes tenus d'offrir des services en français, 595-598
 - Principe constitutionnel de la protection des minorités, 593
 - Services de santé en français, 607-610
- Rappel historique
 - Bilinguisme judiciaire, 411-413
- Recours administratif
 - Commissaire aux services en français de l'Ontario, 1123, 1124
 - Commission permanente sur les affaires francophones et les langues officielles de l'Université d'Ottawa, 1132-1137
 - Direction des services en français de la ville d'Ottawa, 1128-1131

- Recours judiciaire, 1108-1114
- Absence d’obligations constitutionnelles en matière de droits linguistiques, 1108
 - Bilinguisme institutionnel, 1110
 - Commissariat aux services en français, 1108, 1111, 1112
 - Communications avec le public, 1108, 1110-1113
 - Contestation de la validité d’un arrêté municipal pour cause d’illégalité, 1113, 1114
 - Contestation en révision judiciaire, 1112, 1113
 - Gamme de mesures législatives et exécutives, 1108, 1109
 - Importante communauté d’expression française, 1108
 - Intention de faire progresser l’égalité réelle du français et de l’anglais, 1109
 - Langues officielles des tribunaux judiciaires, 1108-1110
 - Législation, 1108-1110
 - Limites raisonnables et nécessaires, 1111
 - Ministre délégué aux Affaires francophones, 1111
 - Office des affaires francophones, 1111
 - Prestation de services, 1108, 1110-1113
 - Versions des lois, 1108
- Secteur privé
- Accès aux professions et ordres professionnels, 867-869, 871
 - Activités corporatives et financières, 857, 858
 - Arbitrage, 872, 873
 - Contrats, commerce, publicité et sites Web, 854
 - Langue du travail, 850
 - Langue du travail dans la fonction publique (ville d’Ottawa), 885
 - Liberté d’expression et affichage commercial (arrêtés municipaux), 806-810
 - Médias et industries culturelles, 865
- Ordonnance judiciaire**
Voir Bilinguisme judiciaire ; Recours judiciaire
- Ordre professionnel**, 865-871
- Prestation de services publics
- Sens du mot « institutions » dans le contexte des articles 16 et 20 de la *Charte*, 497-501
- Organisme gouvernemental**
Loi sur les services en français (Ontario)
- Décideurs administratifs, 419

- Définition d'« organisme gouvernemental », 419, 595, 843
- Étendue du droit aux services en français, 598, 599
- Exclusion des municipalités, 597, 1128
- Limites « raisonnables et nécessaires » imposées par les circonstances ou par règlement, 600-602, 1111
- Notion de « service », 595
- Organismes désignés, 596
- Service fourni au public pour son compte par un tiers dans le cadre d'une entente, 596, 597

Organisme paragouvernemental, 469, 550-554

Organisme parapublic, 579-583

Organisme privé

Voir Secteur privé

Organisme public

Organisme tenu d'offrir des services en français (Ontario), 595-598

Origine ethnique ou nationale, 121, 125, 816, 818, 819, 824, 910, 912, 988, 989, 1086

Voir aussi Droits à l'égalité ; Droits fondés sur l'appartenance à un groupe

Ottawa

Voir Ontario ; Recours administratif

Ouest canadien

Voir Provinces de l'Ouest

-P-

Pacte International relatif aux droits civils et politiques

Voir Droit international

Panneau public

Voir Affichage public

Parlement

Voir Archives, procès-verbaux et journaux ; Débats et travaux parlementaires ; Parlement du Canada

Parlement du Canada

Bilinguisme judiciaire

- Article 19 de la *Charte*, 330-334
 - Contexte historique, 330
 - Teneur de l'article 19, 330-334
- Article 133 de la *Loi constitutionnelle de 1867*, 317-327
 - Contexte historique, 317-319
 - Teneur de l'article 133, 319-327

- Articles 17 et 18 de la *Charte*, 232
 - Archives, procès-verbaux et journaux, 232
 - Débats et travaux parlementaires, 232
- *Code criminel*, 369-393
- *Loi sur les langues officielles*, 351-369
- Bilinguisme législatif
 - Article 133 de la *Loi constitutionnelle de 1867*, 194-227
 - Adoption, impression et publication des lois, 200-204
 - Archives, procès-verbaux et journaux, 197-200
 - Débats et travaux parlementaires, 194-197
 - Égalité des versions française et anglaise des lois, 224-227
 - Incorporation par renvoi, 218-224
 - Interprétation large et téléologique de l'article 133, 194, 197
 - Législation déléguée, 205-218
 - Résumé des droits et obligations, 193
 - Articles 17 et 18 de la *Charte*, 232-237
 - Version française des textes constitutionnels (art. 55 de la *Loi constitutionnelle de 1982*), 238, 239
- Partage des compétences**, 52-58, 309-314, 824-845
- Compétences fédérales, 309-313
 - Compétence concurrente, 311
 - Éducation, 661-663
 - Emploi des langues officielles au sein du système judiciaire, 310, 311
 - Procédure pénale, 310
 - Résumé des domaines de compétences, 311-313
- Compétences provinciales, 310, 311, 313, 314
 - Compétence concurrente, 311
 - Éducation, 661-663
 - Emploi des langues officielles au sein du système judiciaire, 310, 311
 - Résumé des domaines de compétences, 313, 314
- Peuples autochtones, 906
- Recours constitutionnel, 1024, 1024
- Secteur privé, 824-845
 - Approche jurisprudentielle favorisant le fédéralisme coopératif, 826
 - Délégation et privatisation, 829-845
 - Règle générale, 824-829

Patrimoine multiculturel*Voir Multiculturalisme***Peuples autochtones**

Accord de revendication globale,
926, 930, 935-937, 947, 948,
976, 981

Autonomie gouvernementale,
897, 905-908, 924, 930,
935-937, 940, 941, 947, 981

- Compétence des gouvernements autochtones en matière de langue et d'éducation, 935-937
- Politique gouvernementale fédérale, 907
- Recommandation de la Commission royale sur les peuples autochtones, 908
- Rédaction des lois et règlements, 924
- Territoires du Nord-Ouest, 947
- Yukon, 940, 941

Bilinguisme judiciaire, 349, 350

Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, 898, 907, 908

- Droit à l'autodétermination, 908

Droit international

- *Convention (n° 169) concernant les peuples indigènes et tribaux vivant dans des pays indépendants*, 161

Droits des peuples autochtones du Canada (art. 35 de la *Charte*), 914-919, 949, 950

- Critères pour déterminer l'existence des droits ancestraux, 914, 915
- Critères pour établir l'existence d'une violation d'un droit ancestral, 917, 918
- Droits non absolus, 917
- Langues les plus menacées, 919
- Lien entre langues et cultures distinctives, 915, 916
- Moyens pour favoriser le maintien et l'épanouissement des langues et des cultures, 916, 917
- Nunavut, 949, 950
- Objets des revendications devant les tribunaux, 918
- Principe constitutionnel non écrit de la protection des minorités, 918, 919
- Reconnaissance et confirmation des droits existants ancestraux ou issus de traités (par. 35(1) de la *Loi constitutionnelle de 1982*), 914-916

Obligations fiduciaires, 1050

Ontario

- Population autochtone, 974, 975

Partage des compétences, 906

- Prestation de services publics
- Article 16 de la *Charte*, 527, 528
 - Législation fédérale, 554
 - Nouveau-Brunswick, 572
- Québec
- Ententes sur les revendications globales, 976, 978-981
 - Nations autochtones, 976
 - Reconnaissance des droits ancestraux, 977
- Saskatchewan
- Membres des Premières nations et Métis, 972
- Voir aussi* **Langues autochtones**
- Philosophie politique de la reconnaissance de la différence**
Voir **Reconnaissance de la différence**
- Pièces de procédure devant les tribunaux**
Voir **Langue des plaidoiries et pièces de procédure devant les tribunaux**
- Plaidoirie**
Voir **Langue des plaidoiries et pièces de procédure devant les tribunaux**
- Politique d'assimilation, d'intégration, d'accommodement, de protection, de promotion ou d'autonomie des minorités**
Voir **Fondements normatifs ; Protection des minorités ; Reconnaissance étatique des droits linguistiques**
- Reconnaissance étatique des droits linguistiques**
- Poursuite judiciaire**
Voir **Recours judiciaire**
- Première langue apprise et encore comprise**
Voir **Instruction dans la langue de la minorité**
- Premières Nations**
Voir **Langues autochtones ; Peuples autochtones**
- Prestation de services publics**
- Alberta, 623-628
- Contexte constitutionnel contesté, 623-625
 - Ententes et législation, 626-628
- Approche personnaliste du régime linguistique, 458
- Colombie-Britannique, 629
- Victimes d'actes criminels, 969
- Communications entre les administrés et les institutions fédérales ou les institutions du Nouveau-Brunswick (art. 20 de la *Charte*), 463-519
- Approche contextuelle, 467, 468
 - Avis de modification de nature législative, 479, 480
 - Bureau des brevets, 482, 483

- Communication de la preuve, 477-479
 - Compétence linguistique, 475, 476
 - Critère de l'égalité réelle, 471-474
 - Débats et travaux parlementaires, 480, 481
 - Défis d'interprétation émanant de la jurisprudence, 466-468
 - Demande importante, 512-518
 - Disposition de dérogation (art. 33 de la *Charte*), 461
 - Domaine judiciaire, 476-479
 - Droit de communiquer, 471, 472
 - Droit de recevoir des services, 472-483
 - Exclusions, 469
 - Genèse de l'article 20, 464, 465
 - Incertitude quant à l'interprétation des droits, 462, 463
 - Inégalité de résultats, 474
 - Institutions visées, 483-508
 - Interactions bilatérales, 480, 481
 - Interprétation restrictive, 467, 468, 482, 493
 - Langue des services assurés par les tribunaux, 346
 - Libellé de l'article 20, 463
 - Limites imposées aux institutions fédérales, 512-519
 - Modification constitutionnelle, 461, 462
 - Notion de « public », 468, 469
 - Notion de « services », 472-483
 - Offre active, 508-512
 - Organisations paragouvernementales, 469
 - Personne morale, 470, 471
 - Portée de l'article 20, 466-519
 - Principe d'application général, 483
 - Services de greffe, 479
 - Services insuffisants ou de mauvaise qualité, 473-475
 - Services offerts, 473, 474
 - Spécificité des droits linguistiques au Nouveau-Brunswick, 467
 - Suffisance de la traduction ou de l'interprétation, 474
 - Tendance interprétative, 482
 - Titulaire du droit, 468-471
 - Vocation du bureau, 518, 519
- Droits fondamentaux, 25
- Égalité du statut des deux langues officielles (art. 16 de la *Charte*), 347-349, 461-463,

- 483-508, 519-525, 540, 877, 881
- Bilinguisme judiciaire, 347-349
 - Cadre du débat jurisprudentiel (art. 2 de la *Loi sur les langues officielles* fédérale), 521
 - Dépenses prohibitives et inconvénients administratifs (article premier de la *Charte*), 525-527
 - Disposition de dérogation (art. 33 de la *Charte*), 461, 525
 - Disposition déclaratoire ou texte à teneur spécifique, 520-522
 - Droit d’être servi dans sa langue, 524, 525
 - Droit de travailler dans l’une ou l’autre des langues officielles, 522-524
 - Droit de travailler dans sa langue, 524, 525
 - Incertitude quant à l’interprétation des droits, 462, 463
 - Institutions visées, 483-508
 - Libellé de l’article 16, 519, 520
 - Modification constitutionnelle, 461, 462
 - Peuples autochtones, 527, 528
 - Théories opposées, 520-522
- Garanties linguistiques, 27
- Île-du-Prince-Édouard, 611-614
- Intégration et accommodement, 11
- Langues autochtones
- Droit constitutionnel, 911, 912
 - Gouvernement fédéral, 922
 - Gouvernements autochtones, 922, 923
 - Nunavut, 950, 957-962
 - Territoires du Nord-Ouest, 944, 945
 - Victimes d’actes criminels, 969
 - Yukon, 938
- Langues officielles (fédéral), 528-554
- Analyse des dispositions constitutionnelles et législatives applicables, 540, 541
 - Communications avec le public et prestation de services, 366-368, 532-550
 - Conditions de travail prévues dans une convention collective, 553, 554
 - Critères de « demande importante » et de « vocation du bureau », 546-550
 - Définition d’« institutions fédérales », 531
 - Objet et statut quasi constitutionnel de la Loi, 530, 531
 - Peuples autochtones, 554
 - Principe d’égalité, 529
 - Privatisation, 551-553

- Sociétés d’État et organismes paragouvernementaux, 550-554
- Législation provinciale, 554-653
 - Nouveau-Brunswick, 555-572
 - Ontario, 593-610
 - Provinces de l’Est, 611-616
 - Provinces de l’Ouest, 616-629
 - Québec, 572-593
 - Territoires du Nord-Ouest, Yukon et Nunavut, 630-652
- Manitoba, 617-622
 - Administration publique, 617-619
 - Municipalités, 619-622
- Nouveau-Brunswick, 463-519, 555-572
 - Administration publique, 557-560
 - Assurance, 569, 570
 - Commissions d’aménagement et de gestion des déchets solides, 568, 569
 - Communications entre les administrés et les institutions du Nouveau-Brunswick (art. 20 de la *Charte*), 463-519
 - Droit de vote, 569
 - Égalité des deux communautés linguistiques officielles, 569
 - Langue du travail, 570, 571
- *Loi sur les langues officielles*, 556-569
- Municipalités et services municipaux, 501-503, 565-568
- Offre active, 508-512
- Peuples autochtones, 572
- Politique et lignes directrices sur les langues officielles, 570, 571
- Services de police, 502, 560-563
- Services de santé, 563-565
- Services éducatifs de niveau postsecondaire, 500, 501
- Services hospitaliers, 497, 498
- Spécificité des droits linguistiques, 467
- Nouvelle-Écosse, 614, 615
- Ontario, 593-610
 - Limites raisonnables et nécessaires aux services en français, 600-602
 - Limites territoriales aux services en français, 598-600
 - *Loi sur les services en français*, 594-602
 - Municipalités, 602-607
 - Organismes tenus d’offrir des services en français, 595-598
 - Services de santé en français, 607-610
- Principe d’égalité, 104, 522, 529, 576, 638

- Québec, 572-593, 977, 978
- Administration publique, 575-579
 - Municipalités, 589-591
 - Organismes parapublics, 579-583
 - Peuples autochtones, 592, 593, 977, 978
 - Préambule de la *Charte de la langue française*, 592, 593
 - Services sociaux et de santé en anglais, 583-589
- Saskatchewan, 623-628
- Contexte constitutionnel contesté, 623-625
 - Ententes et législation, 626-628
- Secteur privé
- Délégation et privatisation, 829-845
- Sens du mot « institutions » dans le contexte des articles 16 et 20 de la *Charte*, 483-508
- Abandon du contrôle gouvernemental, 494-496
 - Application à l'égard de diverses catégories d'institutions, 494-508
 - Cadre d'analyse (analogie par rapport à l'article 32 de la *Charte*), 485-494
 - Critère de l'émanation du gouvernement, 488, 489, 492
 - Critère de l'exécution d'une politique ou d'un programme déterminé du gouvernement, 489-492
 - Critère de la délégation d'un pouvoir de contrainte, 485-487, 492
 - Entreprises de service public, 496, 497
 - Hôpitaux, ordres professionnels et universités, 497-501
 - Industries objet d'une réglementation gouvernementale, 496, 497
 - Intention des constituants, 484, 485
 - Municipalités et services municipaux, 501-503
 - Portée du mot « gouvernement », 493, 494
 - Privatisation, 494-496
 - Territoires du Nord-Ouest, Yukon et Nunavut, 503-508
- Soins de santé
- Droits à l'égalité (par. 15(1) de la *Charte*), 112, 113, 912
- Terre-Neuve-et-Labrador, 615, 616
- Territoires du Nord-Ouest, Yukon et Nunavut, 630-652, 938, 944, 945, 957-962
- Voir aussi* **Langues autochtones ; Secteur privé**
- Prêt**, 1018, 1019

- Primauté de la Constitution du Canada**
- Voir Recours constitutionnel*
- Primauté du droit**, 63, 87, 222, 275, 1002, 1009, 1018, 1059-1062
- Principe d'égalité**
- Bilinguisme judiciaire et législatif (art. 133 de la *Loi constitutionnelle de 1867*), 98, 346-349
- Chartes québécoises (*Charte de la langue française* et *Charte des droits et libertés de la personne*), 124-131
- Tolérance et non-discrimination, 94
- Débats et travaux parlementaires, 196
- Droit international, 96
- Droits à l'égalité (par. 15(1) de la *Charte*), 92, 93, 96, 99-115, 812-819, 910-913
- Égalité des communautés linguistiques française et anglaise du Nouveau-Brunswick (art. 16.1 de la *Charte*), 14, 36-38, 97, 131-133, 140, 145, 340, 500, 508, 569, 689, 691, 761, 810
- Égalité des versions française et anglaise des lois, 91, 224-227
- Égalité du statut des deux langues officielles (art. 16 de la *Charte*), 347-349, 461-463, 483-508, 519-525, 540, 877, 881
- Bilinguisme judiciaire, 347-349
 - Dépenses prohibitives et inconvénients administratifs (article premier de la *Charte*), 525-527
 - Disposition déclaratoire ou texte à teneur spécifique, 520-522
 - Droit d'être servi dans sa langue, 524, 525
 - Droit de travailler dans l'une ou l'autre des langues officielles, 522-524
 - Droit de travailler dans sa langue, 524, 525
 - Incertitude quant à l'interprétation des droits, 462, 463
 - Institutions visées, 483-508
 - Modification constitutionnelle, 461, 462
 - Non-application de la disposition de dérogation (art. 33 de la *Charte*), 461
 - Peuples autochtones, 527, 528
- Garanties linguistiques, 93, 105, 108, 109, 113, 114, 118, 121, 121, 144, 348
- Instruction dans la langue de la minorité, 108, 669, 677, 733-736
- Législation fédérale, 95
- *Loi sur les langues officielles*, 136-139

- Législation provinciale et territoriale, 95, 139-142
- Autres autorités législatives, 143
 - Nouveau-Brunswick, 139-141
 - Territoires du Nord-Ouest, Yukon et Nunavut, 141, 142
- Prestation de services publics, 104, 522, 529, 576, 638
- Principe constitutionnel du respect et de la protection des minorités, 114, 609
- Progression vers l'égalité (par. 16(3) de la *Charte*), 94, 95, 133-135, 139, 146, 192, 316, 317, 338, 348, 349, 357, 501, 520, 594, 708, 807, 812, 813, 828, 839, 842, 911, 1064, 1069, 1109, 1130
- Reconnaissance du principe constitutionnel d'égalité des langues officielles, 91, 98
- Règle d'interprétation de la *Charte* (art. 27), 93, 115-124
- Affirmation rhétorique, 117
 - Caractère défensif, 93, 116
 - Conception pluraliste de l'égalité, 93, 115
 - Disposition interprétative, 119, 121
 - Ethnicité structurale, 118
 - Garanties linguistiques, 118, 121, 122
 - Libellé de l'article 27, 115
 - Instruction dans la langue de la minorité, 120-122
 - Mesures positives, 116, 118
 - Multiculturalisme, 93, 116-118, 121, 123
 - Origines de l'article 27, 117
 - Portée et application de l'article 27, 117-120
 - Principe constitutionnel de protection des minorités, 123, 124
- Usage d'une langue commune, 6, 7, 9
- Voir aussi Droits à l'égalité*
- Principe d'interprétation des droits linguistiques**
- Voir Interprétation des droits linguistiques*
- Privatisation**, 494-496, 550-553, 829-845
- Procédures devant les tribunaux**
- Voir Bilinguisme judiciaire ; Langue des plaidoiries et pièces de procédure devant les tribunaux*
- Procès bilingue**
- Voir Bilinguisme judiciaire*
- Procès-verbaux**
- Voir Archives, procès-verbaux et journaux*

- Produit de consommation** Droits fondamentaux, 26
- Voir* **Emballage et étiquetage des produits de consommation** Droits fondés sur l'appartenance à un groupe, 15-18
- Profession** Droits linguistiques de la personne, 10-13
- Voir* **Accès aux professions ; Ordre professionnel** Garanties linguistiques, 18, 19
- Programme d'appui aux droits linguistiques (« PADL »), 1012, 1013** Interprétation des droits linguistiques, 338, 594
- Programme d'enseignement** Principe constitutionnel, 191, 593, 607-610, 646, 653, 839, 842, 918, 919, 997, 1046, 1053, 1062, 1066-1073
- Voir* **Instruction dans la langue de la minorité ; Langues autochtones ; Secteur privé** *Renvoi sur la sécession du Québec*, 62-70, 591
- Programme de contestation judiciaire (« PCJ »), 1012** Sécurité linguistique, 344
- Programme de francisation, 580, 849** *Voir aussi* **Fondements normatifs ; Instruction dans la langue de la minorité ; Sécurité culturelle et linguistique**
- Progression vers l'égalité** **Provinces de l'Atlantique**
- Voir* **Langues officielles ; Principe d'égalité** **Provinces de l'Est**
- Protection des langues autochtones** **Provinces de l'Est**, 139-141, 232-237, 444, 445, 555-572, 611-616, 756-764, 854, 855, 867, 869-871, 873, 874, 883-885, 982-987, 1091-1094, 1106-1108, 1117-1119
- Voir* **Langues autochtones** *Voir aussi* **Île-du-Prince-Édouard ; Nouveau-Brunswick ; Nouvelle-Écosse ; Terre-Neuve-et-Labrador**
- Protection des minorités** **Provinces de l'Ontario et de Québec**
- Convention-cadre, 170
- Droit international, 153-155, 1139
- *Pacte International relatif aux droits civils et politiques (« PIRDCP »)*, 153-155
- Voir* **Ontario ; Québec**

- Provinces de l'Ouest**, 38-49, 227-231, 327-330, 433-444, 555-572, 616-629, 772-778, 850, 855, 968-974, 1124-1128
Voir aussi Alberta ; Colombie-Britannique ; Manitoba ; Saskatchewan
- Provision pour frais**, 1016-1018
- Publication des textes**
Voir Adoption, impression et publication des textes
- Publicité**, 35, 128, 646, 797, 851-855, 959, 960, 1085
- Q-**
- Qualité de l'enseignement**
Voir Instruction dans la langue de la minorité
- Québec**
- Bilinguisme judiciaire, 34, 98, 317-327, 405-411
- Article 133 de la *Loi constitutionnelle de 1867*, 317-327
 - Contexte historique, 317-319, 406
 - Dispositions législatives, 406-411
- Bilinguisme législatif (art. 133 de la *Loi constitutionnelle de 1867*), 193-227
- Adoption, impression et publication des lois, 200-204
 - Archives, procès-verbaux et journaux, 197-200
 - Débats et travaux parlementaires, 194-197
 - Égalité des versions française et anglaise des lois, 224-227
 - Incorporation par renvoi, 218-224
 - Interprétation large et téléologique de l'article 133, 194, 197
 - Législation déléguée, 213-218
 - Résumé des droits et obligations, 193
- Droit à l'autodétermination, 17
- Instruction dans la langue de la minorité, 671, 672, 674, 677, 678, 684, 688, 689, 691-694, 696, 698-701, 703, 704, 707, 749, 750, 764-770
- Accès à l'éducation, 765
 - Choix politique, 768
 - Comités et commissions chargés de conseiller le ministre, 769
 - Commissions scolaires, 765, 769, 770
 - Conditions de résidence, 769
 - Collèges subventionnés par l'État, 770
 - Conseils scolaires, 769
 - Déclaration d'admissibilité sur « demande motivée », 768

- Difficultés graves d'apprentissage, 767
- Dispositions applicables de la *Charte de la langue française*, 765-767
- Élections scolaires, 769
- Encadrement législatif de l'instruction publique, 769
- Enfants de citoyens ou de résidents permanents, 767
- Enfants de parents admissibles, 767
- Enfants de parents non admissibles, 768
- Établissements de type universitaire, 770
- Formation des adultes, 769, 770
- Formation technique ou professionnelle, 769, 770
- Infraction et peine, 768
- Langue habituelle d'instruction, 765
- Nombre d'enfants, 766
- Personnes désignées pour vérifier l'admissibilité de l'enfant à l'enseignement en anglais, 767
- Politique sur l'emploi et la qualité de la langue française, 770
- Protection des minorités francophones, 764
- Recours devant le Tribunal administratif du Québec, 767
- Restriction d'accès aux écoles de langue anglaise, 764
- Langues autochtones, 976-981
 - Administration publique, 977, 978
 - Éducation, 980, 981
 - Justice et législation, 978-980
 - Politique gouvernementale, 977
 - Reconnaissance juridique, 976, 977
- Législation, 405-411, 976-981
 - *Charte de la langue française*, 34, 35, 124-131, 202, 225, 406-411, 692, 693, 696, 699, 701, 703, 704, 707, 765-768, 770, 794, 797, 804, 813, 814, 821, 825, 827-829, 831, 842, 846-848, 852-854, 860, 861, 865-867, 883, 976, 980, 981, 1088-1090, 1116, 1117
 - *Charte des droits et libertés de la personne*, 124-131, 813-815, 979, 1085-1088
 - *Loi d'interprétation*, 225, 226, 274, 279
 - *Loi sur l'exercice des droits fondamentaux et des prérogatives du peuple québécois et de l'État du Québec*, 977
 - *Loi sur l'instruction publique*, 769
 - *Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis*, 981

- *Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec*, 922-924, 978, 979
 - *Loi sur les élections scolaires*, 769
 - *Loi sur les jurés*, 410, 411, 980
 - *Loi sur les poursuites sommaires*, 411
 - *Loi sur les services de santé et les services sociaux*, 128, 129, 573, 574, 584
 - *Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris*, 573, 978
- Peuples autochtones
- Ententes sur les revendications globales, 976, 978-981
 - Nations autochtones, 976
 - Reconnaissance des droits ancestraux, 977
- Prestation de services publics, 572-593, 977, 978
- Administration publique, 575-579
 - Municipalités, 589-591
 - Organismes parapublics, 579-583
 - Peuples autochtones, 592, 593, 977, 978
 - Services sociaux et de santé en anglais, 583-589
- Rappel historique, 32-38, 406
- *Acte de Québec*, 32
 - Bilinguisme judiciaire, 406
 - Capitulation de Québec et de Montréal, 32
 - Confédération de 1867, 33
 - Fusion du Haut et du Bas-Canada (*Acte d'Union*), 32, 33
 - Partage du territoire entre le Haut-Canada et le Bas-Canada (*Acte constitutionnel de 1791*), 32
 - *Traité de Paris*, 32
- Recours administratif
- Office québécois de la langue française, 1116, 1117
- Recours judiciaire, 1083-1090
- Amende, 1088, 1090
 - Atteinte illicite à un droit reconnu par la *CDLP*, 1087
 - *Charte de la langue française* (« *CLF* »), 1088-1090
 - *Charte des droits et libertés de la personne* (« *CDLP* »), 1085-1090
 - Confiscation des biens, 1089
 - Déclaration d'invalidité, 1087
 - Dommages-intérêts, 1087, 1090
 - Dossier déféré au directeur des poursuites criminelles et pénales, 1090
 - Entités administratives chargées de la mise en œuvre de la *CLF*, 1089

- Interdiction de discrimination, 1085, 1086
 - Liberté d’expression, 1086
 - Mesure de redressement, 1088
 - Ordonnance d’enlever ou de détruire les affiches, annonces et autres enseignes, 1090
 - Organismes chargés de faciliter la mise en œuvre de la *CDLP*, 1087, 1088
 - Personnes physiques ou morales, 1088, 1090
 - Poursuite pénale, 1088, 1089
 - Régime juridique, 1083, 1084
- Rédaction de règlements, 218
- Secteur privé
- Accès aux professions et ordres professionnels, 866, 867
 - Activités corporatives et financières, 855, 856
 - Contrats, commerce, publicité et sites Web, 851-854
 - Emballage et étiquetage des produits de consommation, 860, 861
 - Langue du travail, 846-851
 - Langue du travail dans la fonction publique, 883, 884
 - Médias et industries culturelles, 864, 865
- Société distincte, 14, 34
- R-**
- Raison sociale**, 855-858
- Rappel historique**, 30-52
- Autres provinces canadiennes, 51, 52
- Bilinguisme judiciaire
- *Code criminel* (Partie XIV.1), 370, 371
 - Colombie-Britannique, 442, 443
 - Langue des plaidoiries et pièces de procédure devant les tribunaux, 317-319, 327, 328, 330
 - Nouveau-Brunswick, 396, 397
 - Ontario, 411-413
 - Québec, 406
 - Saskatchewan et Alberta, 435-440
 - Territoires du Nord-Ouest, Yukon et Nunavut, 424, 425, 428, 429, 431
- Bilinguisme législatif
- Droit constitutionnel, 186-189
- Depuis 1960 (Canada, Québec et N.-B.), 33-38
- Importance de la connaissance de l’histoire, 30
- Importance de la preuve historique, 30

- Instruction dans la langue de la minorité, 35, 670-674
- Versions de l'article 23 de la *Charte*, 673, 674
- Langue des plaidoiries et pièces de procédure devant les tribunaux
- Article 19 de la *Charte*, 330
 - Article 23 de la *Loi de 1870 sur le Manitoba*, 327, 328
 - Article 133 de la *Loi constitutionnelle de 1867*, 317-319
- Langues officielles
- *Loi sur les langues officielles* fédérale de 1969, 351, 352
- Nouveau-Brunswick, 30-32, 396, 397
- Depuis 1960, 33-38
- Provinces de l'Ouest
- Colombie-Britannique, 442, 443
 - Manitoba, 38-41, 227-229, 327, 328
 - Saskatchewan et Alberta, 41-49, 435-440
- Québec, 32, 33, 406
- Depuis 1960, 33-38
- Territoires du Nord-Ouest, Yukon et Nunavut, 49-51, 424, 425, 428, 429, 431
- Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme (Rapport Laurendeau-Dunton)**
- Voir Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme*
- Reconnaissance de la différence**, 13, 14, 16
- Reconnaissance du principe constitutionnel d'égalité des langues officielles**
- Voir Principe d'égalité*
- Reconnaissance étatique des droits linguistiques**, 18-23
- Assimilation, 19
- Concept de « droits linguistiques », 20
- Concept de l'État, 19, 20
- Catégories d'intérêts, 20
- Démocratie, 20
- Déséquilibre linguistique, 20
- Enjeu d'assurer la cohabitation paisible sur son territoire, 18, 22
- Facteurs, 21, 22
- Garanties linguistiques, 18
- Génocide, 19
- Intégration, 19
- Interventions de l'État, 19-23
- Approche fondée sur la notion de « personne », 22, 23

- Approche fondée sur la notion de « territoire », 22, 23
- Catégories principales, 19
- Neutralité linguistique, 20, 23
- Obligation positive d’agir, 20
- Pluralisme, 19
- Politique linguistique, 19, 21, 22
- Reconnaissance légale, 23, 24, 27
- Valeur politique de la langue, 21

- Reconnaissance judiciaire des garanties linguistiques**
Voir Recours constitutionnel ; Recours judiciaire

- Reconnaissance juridique des langues autochtones**
Voir Langues autochtones

- Recours administratif**, 1075, 1076, 1092, 1097, 11093, 1107, 1114-1137
Charte de la ville de Winnipeg, 1124-1128
 - Avis d’infraction, 1127
 - Coordonnateur des services en français, 1125
 - Déclaration d’invalidité, 1126
 - Mécanisme de plainte auprès de l’ombudsman, 1125, 1126
 - Mécanismes prévus afin d’assurer l’application de ses dispositions linguistique, 1125, 1126

- Rapport annuel dans les deux langues officielles, 1126
- *Règlement municipal*, 1125, 1127, 1128

- Commissaire aux langues des Territoires du Nord-Ouest, 1119, 1120
- Commissaire aux langues du Nunavut, 1121, 1122
- Commissaire aux langues officielles du Canada, 1114-1116
 - Conclusions et recommandations, 1115
 - Décisions assujetties au contrôle judiciaire, 1115
 - Exercice d’un recours, 1116
 - Nombre de plaintes, 1114, 1115
 - Objets des enquêtes, 1114
 - Plaignants, 1114
 - Pouvoir d’appréciation, 115
 - Refus d’ordonner une enquête, 1115
 - Responsabilité, 1114
 - Résultats d’enquête, 1115
- Commissaire aux langues officielles du Nouveau-Brunswick, 1117-1119
 - Arrêt des procédures, 1118
 - Carence juridictionnelle, 1119
 - Nombre de plaintes, 1118
 - Pouvoir d’appréciation, 1118

- Rapports et recommandations, 1117-1119
- Refus ou cessation d'instruire une plainte, 1118
- Responsabilités et pouvoirs, 1117, 1118
- Résultats d'enquête, 1118
- Commissaire aux services en français de l'Ontario, 1123, 1124
 - Carence juridictionnelle, 1123, 1124
 - Rapports, 1123
 - Responsabilités et pouvoirs, 1123, 1124
- Commission permanente sur les affaires francophones et les langues officielles de l'Université d'Ottawa, 1132-1137
 - Caractère bilingue de l'Université, 1132
 - Constats et recommandations du Groupe de travail sur les programmes et services en français, 1134, 1135
 - Démarches en vue d'obtenir la désignation prévue par la *Loi sur les services en français*, 1136, 1137
 - Importance historique, 1132
 - Mécanisme de plaintes auprès de la Commission permanente, 1135
 - Objectifs et fins de l'Université, 1133
 - Obligations de l'Université, 1133
- Règlement sur le bilinguisme, 1133, 1134
- Direction des services en français de la ville d'Ottawa, 1128-1131
 - Communications avec le public, 1128-1130
 - Compétences du commissaire aux services en français de l'Ontario, 1131
 - Mécanisme de plaintes, 1130, 1131
 - Politique de bilinguisme, 1129-1131
 - Prestations de services, 1128-1130
 - Recours en *mandamus*, 1131
 - « Région désignée », 1128
 - Règlement sur le bilinguisme, 1129-1131
 - Rôle de la Direction des services en français (« DSF »), 1130, 1131
 - Ville non officiellement bilingue, 1128
- Instruction dans la langue de la minorité
 - Justification par le nombre, 743
- Office québécois de la langue française, 1116, 1117
 - Francisation des entreprises, 1117
 - Instruction dans la langue de la minorité, 1117
 - Intervention à la suite du dépôt d'une plainte, 1116

- Médiation, 1116
 - Nombre de plaintes, 1116
 - Pouvoirs d’inspections et d’enquêtes, 1116
 - Refus d’agir, 1116
 - Tâche principale d’assurer le respect de la *Charte de la langue française*, 1116
- Recours constitutionnel,**
1020-1073
- Déclarations concernant la *Loi constitutionnelle de 1867* et la *Loi de 1870 sur le Manitoba*, 1022-1024
- Arrêt *Blaikie (n° 1)*, 1023
 - Compétence partagée, 1023, 1024
 - Langues officielles des tribunaux, 1024
 - Législation au sujet de l’éducation, 1024
 - Programme d’action positive, 1023
 - Rôle réparateur des tribunaux, 1022
- Disposition de dérogation (art. 33 de la *Charte*), 1020
- Métaphore du dialogue, 1020, 1021
- Mission des tribunaux, 1020-1022
- Primauté de la Constitution du Canada (art. 52 de la *Loi constitutionnelle de 1982*), 28, 1053-1066
- Application, 1053
 - Considérations préliminaires, 1053-1056
 - Déclaration d’invalidité immédiate, 1057-1066
 - Déclaration d’invalidité suspendue, 1059-1063
 - Disjonction, 1063
 - Exemption constitutionnelle, 1066
 - Interprétation atténuée, 1064-1066
 - Interprétation large, 1063, 1064
 - Légitimité du pouvoir de contrôle judiciaire, 1053
 - Libellé du paragraphe 52(1), 1053
 - Opération particulière, 1054
 - Pouvoir discrétionnaire du tribunal, 1055, 1056
 - Qualité pour agir, 1055, 1056
 - Réparations possibles, 1055
 - Rôle des tribunaux, 1054
 - Tribunal compétent, 1056, 1057
- Principes constitutionnels et contrôle judiciaire, 1066-1073
- Recours en cas d’atteinte aux droits et libertés (art. 24 de la *Charte*), 28, 509, 560, 1015, 1016, 1024-1053, 1094
- Action gouvernementale, 1026
 - Anticipation d’une atteinte, 1025

- Approche téléologique des réparations, 1028, 1029
 - Audience de comptes rendus, 1015, 1039, 1040
 - Considérations générales, 1029
 - Considérations préliminaires, 1025-1027
 - Dommages-intérêts, 1042-1050
 - Droits justiciables, 1024, 1030
 - Exclusion de la preuve (par. 24(2) de la *Charte*), 560, 1094
 - Gamme de réparation limitée, 1028
 - Inaction gouvernementale, 1026, 1033
 - Injonction, 1025, 132, 1036, 1037
 - Instruction dans la langue de la minorité, 1028-1041, 1046-1052
 - Jugement déclaratoire, 1031, 1032
 - Libellé du paragraphe 24(1), 1024
 - Maintien de compétence, 1038-1042
 - Mesures positives de réparation, 1028, 1032-1038
 - Obligations fiduciaires, 1041, 1050-1053
 - Octroi des dépens, 1015, 1016, 1050
 - Personne morale, 1025
 - Pouvoir discrétionnaire du tribunal, 1027, 1029
 - Réparation « convenable et juste eu égard aux circonstances », 1027-1053
 - Respect d'un échancier, 1038, 1040
 - Sens de l'expression « toute personne », 1025
 - Solutions novatrices, 1030, 1031
 - Tribunal compétent, 1026, 1027
- Séparation des compétences, 1021
- Recours en cas d'atteinte aux droits et libertés**
- Voir* **Recours constitutionnel**
- Recours international**, 1137-1142
- Assujettissement du Canada à certaines obligations internationales, 1139, 1141
- Charte de la langue française*
- Dispositions contraires à la liberté d'expression, 1140
- Difficulté d'exécution des décisions et des recommandations d'organismes internationaux, 1141
- Guide pour les analyses judiciaires des droits linguistiques, 1141, 1142

- Influence du droit international en droit canadien, 1137, 1138
- Interprétation des garanties linguistiques, 1138, 1139
- Normes internationales invoquées devant les cours canadiennes, 1139
- Préoccupation mondiale à l'égard de la protection des minorités, 1141, 1142
- Voies de recours limitées, 1139, 1140
- Recours judiciaire**
- Accès à la justice, 1010, 1011
- Caractère contraignable des droits linguistiques, 38
- Dépens, 1014-1016
- Adjudication *ex post*, 1014
 - Adjudication sur la base procureur-client, 1014-1016
 - Définition, 1014
 - Octroi à titre de réparation « convenable et juste eu égard aux circonstances », 1015, 1016
 - Pouvoir discrétionnaire, 1014, 1015
 - Transaction, 1014
- Dialogue entre les organes judiciaire et exécutif, 1001, 1002
- Île-du-Prince-Édouard, 1106-1108
- Loi sur les langues officielles* fédérale, 1073-1083
- Autorisation de comparaître en tant que partie (commissaire aux langues), 1077
 - Autorité de la chose jugée, 1075
 - Autre droit d'action, 1075
 - Dommages-intérêts, 1080-1083
 - Droits et obligations, 1074
 - Droits et obligations non énumérés au paragraphe 77(1), 1075
 - Intervention du commissaire aux langues dans toute action judiciaire, 1077
 - Modèle de compétence concurrente, 1075
 - Objet de la Loi, 1073
 - Objet des recours, 1074
 - Ordonnance générale de respecter la loi, 1080
 - Recevabilité en preuve, 1076
 - Recours en *mandamus*, 1076
 - Recours judiciaire (Partie X), 1074
 - Réparation « convenable et juste eu égard aux circonstances », 1078-1081
 - Révision judiciaire, 1077
 - Tribunal compétent, 1074
- Nouveau-Brunswick, 1091-1094
- Nunavut, 957, 963, 964, 1101-1105
- Ontario, 1108-1114

- Contestation de la validité d'un arrêté municipal pour cause d'illégalité, 1113, 1114
- Contestation en révision judiciaire, 1112, 1113
- Parties, 1003-1010
 - Ami de la cour (*amicus curiæ*), 1009
 - Commissaires aux langues officielles, 1006, 1008
 - Conseillers juridiques, 1009
 - Groupes et associations, 1006-1008
 - Manière raisonnable et efficace de soumettre la question à l'appréciation de la cour, 1004, 1005
 - Ministres de la Justice, 1009, 1010
 - Organisations de défense de l'intérêt général, 1006
 - Organismes publics, 1006
 - Pouvoir discrétionnaire de reconnaître ou de refuser la qualité pour agir, 1003-1005
 - Qualité pour agir (critères applicables), 1003-1005
- Prêts, 1018, 1019
 - Financement d'un appel, 1019
 - Ordonnance inédite en droit canadien, 1019
- Principe de la légalité, 1002
- Programmes fédéraux de financement, 1012, 1013
 - Programme d'appui aux droits linguistiques (« PADL »), 1013
 - Programme de contestation judiciaire (« PCJ »), 1012
- Provision pour frais, 1016-1018
 - Accès à la justice, 1016
 - Caractère rare et exceptionnel, 1017
 - Compétence inhérente des cours supérieures en equity, 1017, 1018
 - Critères, 1017, 1018
 - Définition, 1016
 - Fardeau de la preuve, 1017
 - Partie impécunieuse, 1016
 - Pouvoir discrétionnaire, 1017
- Québec, 1083-1090
 - Amende, 1088, 1090
 - Atteinte illicite à un droit reconnu par la *CDLP*, 1087
 - Confiscation des biens, 1089
 - Déclaration d'invalidité, 1087
 - Dommages-intérêts, 1087, 1090
 - Dossier déféré au directeur des poursuites criminelles et pénales, 1090
 - Interdiction de discrimination, 1085, 1086

- Mesure de redressement, 1088
 - Ordonnance d'enlever ou de détruire les affiches, annonces et autres enseignes, 1090
 - Personnes physiques ou morales, 1088, 1090
 - Poursuite pénale, 1088, 1089
 - Régime juridique, 1083, 1084
- Recours fondé sur la Constitution du Canada, 1020-1073
- Tâche des juges, 1000-1002
- Territoires du Nord-Ouest, 1096-1101
- Yukon, 1094-1096
- Voir aussi* **Recours constitutionnel**
- Rédaction des textes**
- Corédaction, 185, 266, 267
- Législation déléguée, 207
- Procédure d'adoption, 217, 218
- Textes législatifs bilingues, 266, 267
- Règle d'égle autorité**
- Voir* **Interprétation des textes de loi bilingues**
- Règle du sens commun**
- Voir* **Interprétation des textes de loi bilingues**
- Réglementation**
- Voir* **Législation déléguée**
- Règles d'interprétation des droits linguistiques**
- Voir* **Interprétation des droits linguistiques**
- Règles de pratique**
- Voir* **Bilinguisme judiciaire**
- Renvoi**
- Voir* **Incorporation par renvoi**
- Réparation constitutionnelle**
- Voir* **Recours constitutionnel**
- Résidence**
- Droit d'établir sa résidence dans toute province, 699
- Droits à l'égalité, 99, 111, 112, 130
- Instruction dans la langue de la minorité, 769, 776, 684-686, 1047
- Respect de la vie privée**
- Voir* **Droit à la vie privée**
- Restrictions aux libertés fondamentales**
- Voir* **Droit international ; Droits fondamentaux ; Recours constitutionnel**
- Retenue judiciaire**, 61, 62, 505, 633, 1020

- Révision judiciaire**
Voir **Recours judiciaire**
- S-**
- Saskatchewan**
 Bilinguisme judiciaire, 435-442
 – Contexte historique, 435-440
 – Dispositions législatives, 441, 442
 Instruction dans la langue de la minorité, 710, 720, 775-777
 – Années d’efforts militants et de démarche, 775
 – Conseil d’école, 777
 – Conseil scolaire fransaskois (« CSF »), 776
 – Écoles fransaskoises, 776
 – Enfants de parents admissibles, 776
 – Enfants de parents non admissibles, 776
 – Facteurs considérés dans l’étude de projets, 776
 – Instruction bilingue, 775
 Langues autochtones, 972, 973
 – Éducation, 973
 – Reconnaissance juridique, 972, 973
 Législation, 257-265, 435-442
 – *Métis Act*, 972
 Peuples autochtones
 – Membres des Premières nations et Métis, 972
- Prestation de services publics, 623-628
 – Contexte constitutionnel, 623-625
 – Ententes et législation, 626-628
 Rappel historique, 41-49, 435-440
 – Bilinguisme judiciaire, 435-440
 Secteur privé
 – Langue du travail, 850
- Scolarité des enfants**
Voir **Instruction dans la langue de la minorité ; Langues autochtones ; Secteur privé**
- Secteur privé**
 Aménagement linguistique, 791-793
 – Modèle des droits et de la planification, 792, 793
 – Principes de territorialité et de personnalité, 791, 792
 Catégories de droits linguistiques, 794-796
 Concepts de base, 790-796
 Délégation et privatisation, 829-845
 – Clauses linguistiques dans les ententes de financement, 840, 841
 – Délégation de pouvoirs fédéraux aux provinces, 830-837

- Désignation par l'État d'organismes privés ou quasi publics, 842-845
 - Doctrine de l'exclusivité des compétences, 830, 834
 - Doctrine du « double aspect », 830, 834
 - Privatisation des services publics, 836, 838, 839
 - Régimes linguistiques, 829, 830
 - Sens de la locution « pour le compte de », 835-837
- Droit à la langue, 790
- Droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne (art. 7 de la *Charte*), 821-823
- Droits à l'égalité, 812-819
- *Charte* (par. 15(1)) et *Charte québécoise* (art. 10), 813-815, 824
 - Discrimination fondée sur la langue habituelle d'usage, 814-816
 - Discrimination fondée sur le sexe, 817
 - Exigence professionnelle justifiée, 817
 - Lois et codes sur les droits de la personne, 815-819, 824
 - Origine nationale ou ethnique, 816, 818, 819, 824
- Droits fondamentaux, 797-824
- Instruction dans la langue de la minorité, 821-823
- Intervention d'agents gouvernementaux ou d'organismes privés agissant pour leur compte, 820, 821
- Législation fédérale, provinciale ou territoriale, 845-888
- Accès aux professions et ordres professionnels, 865-871
 - Activités corporatives et financières, 855-858
 - Arbitrage, 871-874
 - Billets de banque, 875
 - Brevets, 875, 876
 - Contrats, commerce, publicité et sites Web, 851-855
 - Emballage et étiquetage des produits de consommation, 858-861
 - Fonction publique, 876-886
 - Formulaire, imprimés ou autres documents destinés au public, 875
 - Langue du travail, 846-851, 876-886
 - Marque de commerce, 853, 875
 - Médias et industries culturelles, 861-865
 - Mesures fédérales diversifiées, 874-876
 - Nunavut, 886-888
- Liberté d'expression et affichage commercial, 797-812, 824
- Arrêtés municipaux (Ontario et N.-B.), 806-812

- Législateur québécois (arrêts *Ford* et *Devine*), 797-805
- Partage des compétences, 824-845
 - Application des mesures provinciales ou municipales aux entreprises fédérales, 827-829
 - Approche jurisprudentielle favorisant le fédéralisme coopératif, 826
 - Compétences conjointes, 829
 - Délégation et privatisation, 829-845
 - Doctrine de l'exclusivité des compétences, 826
 - Doctrine du « double aspect », 826
 - Règle générale, 824-829
- Politique linguistique, 791, 796
- Services sociaux ou de santé, 795, 820, 821, 823
- Sociolinguistique
 - Distinction entre le statut et la normalisation, 793
- Théorie juridique en droit linguistique
 - Distinction entre les règles impératives et les règles de facilitation, 793, 794
- Secteur public**
Voir Fonction publique ; Langues autochtones ; Langues officielles ; Prestation de services publics
- Sécurité culturelle et linguistique**
 Accès à la justice, 446
 Arrêt *Solski*, 79, 80
Charte de la langue française, 768
 Débats et travaux parlementaires, 191
 Droit à un procès équitable, 343, 344
 Garanties linguistiques, 144, 183
 Peuples autochtones, 449
 Prestation de services publics, 460
 Principe d'égalité, 85, 96
 - Égalité des communautés linguistiques française et anglaise du Nouveau-Brunswick (art. 16.1 de la *Charte*), 132
- Services assurés par les tribunaux**
Voir Bilinguisme judiciaire
- Services de police**
 Services dans les langues officielles (N.-B.), 502, 560-563
Voir aussi Prestation de services publics
- Services de santé**
 Secteur privé, 795, 820, 821, 823
 Services dans les langues officielles (N.-B.), 563-565
 Services en anglais (Québec), 583-589

- Services en français (Ontario),
607-610
Voir aussi **Prestation de services publics**
- Services municipaux**, 501-503, 565-568, 597, 603, 619-621, 644, 959-961, 1073, 1114, 1125, 1126, 1129
Voir aussi **Municipalités ; Prestation de services publics**
- Services publics**
Voir **Langues autochtones ; Prestation de services publics ; Services de police ; Services de santé ; Services municipaux ; Services sociaux**
- Services sociaux**
Secteur privé, 795, 820, 821, 823
Services en anglais (Québec),
583-589
Voir aussi **Prestation de services publics**
- Site Web**, 851-855
Versions non officielles des lois,
204
- Société**, 855-858
Voir aussi **Secteur privé**
- Société d'État**
Loi sur les langues officielles fédérale, 550-554
- Société d'État privatisée**
Voir **Privatisation**
- Société libre et démocratique**
Voir **Fondements normatifs**
- Soins de santé**
Voir **Prestation de services publics ; Services de santé**
- Statut des langues officielles**
Voir **Langues officielles**
- Suprématie constitutionnelle**,
28, 87
- Suprématie culturelle et linguistique d'un groupe**
Voir **Groupe ethnique dominant**
- Système scolaire**
Voir **Instruction dans la langue de la minorité ; Langues autochtones ; Secteur privé**
- Système d'interprétation simultanée**
Voir **Interprétation simultanée**
- Système judiciaire**
Voir **Bilinguisme judiciaire ; Langue des plaidoiries et pièces de procédure devant les tribunaux**

-T-**Terre-Neuve-et-Labrador**

- Instruction dans la langue de la minorité, 745, 756-761
- Compétence exclusive d'un seul conseil scolaire, 757
 - Conseil scolaire francophone provincial de Terre-Neuve et du Labrador (« CSFPTNL »), 759-761
 - Crédits nécessaires, 760, 761
 - Instruction en langue de la minorité, 759
 - Nombre d'enfants non précisé, 758
 - Nombre faible d'enfants, 756
- Langues autochtones, 985-987
- Éducation, 986, 987
 - Justice, 985, 986
- Prestation de services publics, 615, 616

Territoires, 49-51, 141, 142, 424, 425, 428, 429, 431, 503-508, 630-652, 778-782, 937-968, 1094-1105, 1119-1122

- Prestation de services publics
- Sens du mot « institutions » dans le contexte des articles 16 et 20 de la *Charte*, 503-508

Voir aussi Nunavut ; Territoires du Nord-Ouest ; Yukon

Territoires du Nord-Ouest

- Bilinguisme judiciaire, 424-428
- Contexte historique, 424, 425
 - Dispositions législatives, 425-428
- Égalité linguistique, 141, 142
- Instruction dans la langue de la minorité, 689, 690, 712, 714, 778-780
- Catégories de parents admissibles, 689
 - Comité de parents francophones, 780
 - Commission scolaire francophone de division, 780
 - Droit de gestion et de contrôle, 780
 - Enfants de parents admissibles, 779
 - Enseignement du français langue seconde, 779
 - Pouvoirs délégués, 780
 - Pouvoirs réglementaires du ministre de l'Éducation, 780
 - Programmes d'immersion, 779
- Langues autochtones, 941-947
- Administration publique, 944, 945
 - Adoption, impression et publication des textes, 945, 946
 - Archives, procès-verbaux et journaux, 945

- Commissaire aux langues, 942, 943
 - Compétence des gouvernements autochtones en matière de langue et d'éducation, 947
 - Composition du jury, 946
 - Conseil de revitalisation des langues autochtones, 943, 944
 - Conseil des langues officielles, 943
 - Débats et travaux parlementaires, 945
 - Éducation, 946, 947
 - Justice et législation, 941, 942, 945, 946
 - Langues officielles, 941-946, 948
 - Mécanisme d'enquête et de résolution des plaintes, 942, 943
 - Ministre responsable des langues officielles, 943, 944
 - Nombre de langues officielles, 941
 - Politiques et programmes gouvernementaux, 943
 - Reconnaissance juridique, 941-944
 - Respect des droits linguistiques, 942-944
 - Services de traduction simultanée pendant un procès, 946
 - Stratégies sur les langues autochtones, 944
 - Système de protection et de promotion, 942
 - Législation, 248-257, 425-428, 941-946
 - *Loi sur le jury*, 946
 - *Loi sur les langues officielles*, 141, 142, 248, 249, 252-254, 941, 942, 941-946, 948, 1050
 - Prestation de services publics, 634-642, 944, 945
 - Rappel historique, 49-51, 424, 425
 - Bilinguisme judiciaire, 424, 425
 - Recours judiciaire, 1096-1101
- Texte constitutionnel**
Voir Droit constitutionnel
- Texte réglementaire**
Voir Législation déléguée
- Théorie des droits fondés sur l'appartenance à un groupe**
Voir Droits fondés sur l'appartenance à un groupe
- Théorie politique normative en matière linguistique**
Voir Fondements normatifs
- Traduction**
 Activités corporatives et financières, 858
 Archives, procès-verbaux et journaux, 251

- Bilinguisme judiciaire
- Alberta, 442
 - Colombie-Britannique, 443
 - Cour canadienne de l’impôt, 365
 - Cour fédérale, 368
 - Nouveau-Brunswick, 403, 447
 - Ontario, 417, 418
 - Procédure pénale, 384-386, 390
 - Québec, 407, 408
- Débats et travaux parlementaires, 446
- Droit de vote, 795
- Droit international
- Instruments régionaux de droits humains, 156, 158
- Droits fondamentaux, 823
- Équité du procès, 342, 343, 377, 386, 387
- Incorporation par renvoi, 221, 222
- Inexactitude, 359
- Langues autochtones, 410, 448, 979
- Législation déléguée, 247
- Manitoba
- Adoption des lois suivie du dépôt d’une traduction, 201
- Marque de commerce, 875
- Mauvaise qualité, 227, 297
- Ordre professionnel, 581, 597
- Prestation de services publics, 576
- Saskatchewan, 626
 - Suffisance de la traduction, 474
- Rappel historique, 33
- Terre-Neuve-et-Labrador, 616
- Territoires du Nord-Ouest, Yukon et Nunavut, 426, 430, 506, 961, 963, 964
- Traduction consécutive, 384
- Traduction simultanée, 358, 389, 946
- Traduction sur demande, 364, 408
- Transcription, 390
- Traités avec les Premières nations**
- Voir Langues autochtones ; Peuples autochtones*
- Traités internationaux**
- Voir Droit international*
- Travaux parlementaires**
- Voir Débats et travaux parlementaires*
- Tribunaux**
- Voir Bilinguisme judiciaire ; Langue des plaidoiries et pièces de procédure devant les tribunaux*

- U-**
- Unilinguisme**
Voir Fondements normatifs
- Union européenne**
Voir Droit international
- Université**
 Prestation de services publics
 - Sens du mot « institutions » dans le contexte des articles 16 et 20 de la *Charte*, 497-501*Voir aussi Instruction dans la langue de la minorité*
- Usage des langues autochtones devant les tribunaux**
Voir Langues autochtones
- Usage des langues officielles dans le secteur privé**
Voir Secteur privé
- V-**
- Versions française et anglaise des décisions**
Voir Interprétation des décisions bilingues
- Versions française et anglaise des lois**
 Archives, procès-verbaux et journaux (art. 18 de la *Charte*), 232, 233
- Égalité des versions, 91, 224-227
 - Arrêt *Renvoi : Droits linguistiques au Manitoba* (1985), 224
 - Égalité de statut, 224
 - Législation fédérale, 225
 - *Loi constitutionnelle de 1982*, 225
 - Mauvaise qualité d'une traduction, 227
 - Nouveau-Brunswick, 225
 - Québec, 224-227
 Manitoba, 231
 Rappel historique, 33
 Version française des textes constitutionnels (art. 55 de la *Loi constitutionnelle de 1982*), 238, 239
 Versions non officielles des lois sur les sites Web, 204
Voir aussi Bilinguisme législatif ; Principe d'égalité
- Via Rail Canada**
 Prestation de services publics, 494
 - Conditions de travail prévues dans une convention collective, 553*Voir aussi Langues officielles ; Prestation de services publics*
- Vie privée**
Voir Droit à la vie privée

- Vocation du bureau**
- Voir Prestation de services publics**
- Y-**
- Yukon**
- Bilinguisme judiciaire, 431-433
- Contexte historique, 431
 - Dispositions législatives, 431-433
- Instruction dans la langue de la minorité, 689, 690, 711, 712, 778, 779, 781, 782
- Commission scolaire du Yukon, 781
 - Enfants de parents admissibles, 689, 781
 - Instruction en français, 781
 - Pouvoirs réglementaires du ministre de l'Éducation, 782
- Langues autochtones, 937-941
- Assemblée législative, 939
 - Autonomie gouvernementale, 940, 941
 - Compétence des gouvernements autochtones en matière de langue et d'éducation, 940, 941
- Éducation, 939-941
 - Engagement envers les langues autochtones, 938
 - Justice et législation, 938, 939
 - Langues parlées, 937, 938
 - Programme d'enseignement, 939, 940
 - Recours en cas de violation ou de négation des droits, 938
 - Reconnaissance juridique, 937, 938
- Langues officielles, 938
- Législation, 431-433, 938, 939
- *Loi sur l'éducation*, 939
 - *Loi sur les langues*, 938, 939
- Obligations constitutionnelles en matière linguistique, 254-257
- Prestation de services publics, 649-652, 938
- Principe d'égalité, 142
- Rappel historique, 49-51, 431
- Bilinguisme judiciaire, 431,
- Recours judiciaire, 1094-1096